ANARCHOSYNDICALISME !

2 EUROS /N°136 /// OCTOBRE-NOVEMBRE 2013 /// ISSN 1240 /// CCPAP 0911 G 89086 ///

SANS TOIT, SANS PAPIERS, RETRAITE(E)S, SALARIE(E)S, LICENCIE(E)S, ROMS, SYRIEN(NE)S, NUCLEARISE(E)S...

CE SONT EUX, LES PERSECUTES !



CNT AIT **RESISTANCE POPULAIRE AUTONOME**

ANARCHOSYNDICALISME !
7, rue St Rémésy,
31000 Toulouse.
Tel : 05 61 52 86 48

ABONNEZ-VOUS !
Tarif normal : 10 euros
Abonnement de soutien : 20 euros ou plus
Chèques à l'ordre de : CDES
CCP 3 087 21 H Toulouse

POUR SAVOIR SI VOUS ÊTES À JOUR DE VOTRE ABONNEMENT :
Le numéro qui figure en bas de la bande-adresse est le dernier numéro compris dans votre abonnement. S'il est inférieur au numéro de publication qui figure sur la couverture, vous êtes en retard. N'hésitez pas à nous signaler toute erreur !

POUR TOUT PROBLEME D'ABONNEMENT :
abonnement@cntaittoulouse.lautre.net

DIFFUSEZ ANARCHOSYNDICALISME ! AUTOUR DE VOUS
Pour recevoir des numéros de diffusion, prenez contact avec nous.

Articles et infos en ligne :
http://
liste.cnt-ait.info (liste de diffusion)
cnt-ait.info (Paris-Nord, très complet)
cnt.ait.caen.free.fr (Ouest, avec forum)
cnt-ait-toulouse.fr (Sud, Midi-Pyrénées)
sia32.lautre.net (Gers, Midi-Pyrénées)
gasycntait89.over-blog.com (Est)
anarsixtrois.unblog.fr/cnt-ait/ (Centre)

Quelques adresses utiles :
Paris-Nord : contact@cnt-ait.info
Lille : cnt.ait.lille@no-log.org
Caen : cnt.ait.caen@free.fr
Puy-de-Dôme : cntait63@gmail.com
Gers : sia32@no-log.org
Toulouse : contact@cntaittoulouse.lautre.net
Quercy : cnt-ait-quercy-rouergue@mailoo.org

Ce journal est rédigé, mis en page, assemblé, diffusé par des militants anarchosyndicalistes, salariés ou chômeurs.
Il ne reçoit aucune subvention.

IMP SPE - 24 sept 2013
Directeur de la publication : Entremond

Reproduction

Depuis plusieurs mois, les textes publiés dans *Anarchosyndicalisme !* nous donnent à la fois une bonne et une mauvaise surprise. La bonne surprise, c'est qu'ils sont assez souvent repris (partiellement ou en totalité) par d'autres publications ou par divers sites internet ; la mauvaise surprise, c'est que parfois, ces reproductions ne font pas référence à notre journal. Il arrive même que la mise en page puisse laisser penser que ces textes émanent d'une autre organisation que la nôtre.
Nous sommes partisans de libre circulation des idées et de la libre reproduction de tout texte. Cependant, nos textes renvoient à une ligne philosophique, et nous n'acceptons pas que cette ligne soit passée sous silence ou déformée. C'est pourquoi nous rappelons que **la reproduction ou la citation des textes d'*Anarchosyndicalisme !* est libre sous réserve expresse d'indication de la source sous la forme « *Anarchosyndicalisme !* (suivi du numéro de publication et de l'indication :) cnt-ait-toulouse.fr »** (sauf indication d'une autre source figurant dans ce cas à la fin d'un texte)

Nous rencontrer

_Paris : contact@cnt-ait-paris-nord.fr
_Clermont-Ferrand cntait63@gmail.com 2, Place Poly 63100 Clermont-Ferrand, permanence (avec bibliothèque gratuite) tous les samedi, 16h-19heures.
_CNT-AIT du Gard. Pour tout contact, s'adresser à la Bourse du travail d'Alès ou à l'Union régionale.
_Montauban : contact à la table de presse, les samedi, 10 h 15 à 12 h au marché du Jardin des plantes
_Toulouse : CNT-AIT, 7 rue St Rémésy 31000 (métro Carmes ou Salin). Permanence tous les samedi 17 à 19 h. Egalement aux Puces (place St Sernin) le dimanche en fin de matin. Tables de presses périodiques dans les quartiers (Bagatelle, Faourette, Mirail) et à l'université (UTM).
_Dans le Gers, *Anarcho-syndicalisme !* est diffusé par la librairie « Les petits papiers » rue Dessolés. Pour prendre contact avec la cnt-ait : sia32@no-log.org
_Quercy-Rouergue, prendre contact avec : cnt-ait-quercy-rouergue@mailoo.org .
_Autres départements de Midi-pyrénées : prendre contact avec le journal.
_Une «Initiative CNT-AIT » est en cours de constitution dans le Volvestre. (cnt-ait-volvestre@ouvaton.org)Toutes les personnes intéressées par cette démarche sont les bien venues.
_Perpignan: CNT-AIT, 9 rue Duchalmeau 66000. Perma-nences chaque samedi à partir de 15h.
_Caen : BP 2010, 14089 Caen Cédex. Table de presse chaque dimanche au marché, tous les mercredis sur le Campus 1 (sous la galerie vitrée).
_Lyon : Contact : Gé ou Rob, Librairie la Gryffe, 5 rue Sébastien Gryffe, 69007.
_Dans l'Yonne CNT-AIT : http://gasycntait89.over-blog.com
_Pour le département des Landes, mail : interco.landes@free.fr
_Pour Monceau et sa région, on peut contacter l'Initiative : cnt.ait71@gmail.com
_Ailleurs nous contacter

MAIS AUSSI...

_S'abonner à la liste de diffusion internet : http://liste.cnt-ait.info. Elle vous permet de rester au courant et en liason avec nous. C'est gratuit.
_Tchatcher, suivre l'actualité militante sur le forum de la CNT-AIT de Caen http://cnt.ait.caen.free.fr/forum/
_Ecouter et faire écouter des textes de la bibliothèque sonore libertaire (c'est également) **:AnarSonore.free.fr**

ET ENCORE

_ Soutenir les expulsés récalcitrants de la place Jaude : envoyez vos dons à la CNT-AIT de Clermont-Ferrand.

_Vibrer lors du concert de chants libertaires avec cafés zapatistes commandés par l'UL et table de presse. A l'Hôtel des Villes, Clermont-Ferrand, 24 octobre, à partir de 20h, prix libre.

DEJA TERMINEE ?



Ça y est la lutte contre la réforme des retraites est terminée ! Contrairement à 2010, elle n'aura pas duré plus d'une journée... Pourquoi ? Parce que les syndicats ont gagné la partie à tant se démener pour défendre « le travailleur » ? Parce que, grâce à leurs chars sonorisés et à leurs superbes ballons multicolores, le capitalisme a tremblé sur ses fondations et a cédé sur les revendications de nos chères centrales syndicales ?

Évidemment ce n'est pas la raison. La raison quelle est-elle ? C'est que ceux qui se sont chargés de prendre la tête de la lutte l'ont faite avorter avant qu'elle ne commence. Car tous ces syndicats qui se prétendent « représentatifs » ne sont en fait représentatif que d'une chose : les intérêts du capitalisme. En 2010, pour encadrer l'énorme colère populaire, ils avaient fait semblant de lutter mais surtout, ils avaient endormi la population, en renvoyant tout le monde à la maison et en promettant une abrogation de la réforme… dès que les copains de « gauche » seraient au pouvoir. « Votez bien, et les choses seront réglées en un coup de cuillère à pot », tel était leur message. En 2012 la gauche au pouvoir non seulement n'a pas abrogé la loi Sarkozy sur les retraites ; mais, tout au contraire elle en fait une nouvelle. Et nos chères centrales syndicales pensent manifestement que, c'est certainement douloureux pour le petit peuple, mais tellement « nécessaire » pour le système. Un système qui n'a qu'à se féliciter de leur activité, car, après avoir aidé la droite à faire passer sa réforme, les syndicats aident maintenant, avec une admirable constance, la gauche à faire passer … inaperçue, la sienne… avant qu'ils n'aident ce gouvernement ou un autre à faire passer la prochaine !

Moralité on voit bien que les syndicats sont esclaves des Think Tank ultra libéraux, coincés qu'ils sont dans la logique capitaliste. La façon qu'ils ont de revendiquer les droits les plus minimes se traduit dans la réalité par une fonte des avantages sociaux. Ils signent tout, ils acceptent tout... et ceci produit des effets dévastateurs sur la société. Depuis plus de 30 ans les conditions de travail se sont extrêmement dégradées, avec une précarisation continue des travailleurs, avec des dépressions et des suicides à la clé. Si les « actifs » sont touchés de plein fouet, les retraités le sont tout autant avec des « rabotages » successifs des pensions. Et pour les futurs retraités de demain (s'ils y arrivent !), l'allongement de la durée de travail poursuit son petit bonhomme de chemin, avec la bénédiction discrète des « partenaires sociaux ».

Les politiciens et syndicats ont réussi à imposer l'idée qu'il fallait se serrer la ceinture alors que l'on n'a jamais autant produit de richesse à travers le monde. Ils ont réussi à imposer l'idée que la durée du temps de travail devait être proportionnelle à « l'allongement » de la durée de vie (allongement pour qui ? Pas des plus précaires en tout cas, vu que leurs conditions de travail sont plutôt synonymes de diminution de la durée de vie…). Déjà, la grande majorité des heures travaillées le sont pour enrichir les patrons ; et ce ne serait pas assez ! Tout se passe comme si, dès notre naissance, nous avions signé un contrat qui nous impose que, à chaque année de vie gagnée (en moyenne, car les inégalités sociales sont, ici, des plus marquées), nous devrions une année de travail en plus aux capitalistes ! Comment peut-on accepter une idée venue des profondeurs de la misère sociale du XIXème siècle ? Comment, en 2013, des gens peuvent-ils encore penser la société de cette manière ?

Que faire pour en finir avec tout ça ? Une chose est sure, ce n'est pas en demandant toujours moins qu'on obtiendra ce que l'ont veut, c'est-à-dire un minimum de dignité et de respect. Mais il faut voir encore plus loin : ce ne sont pas les syndicats qui vont aider les travailleurs. Ce ne sont pas les partis de gauche ou d'extrême-gauche qui vont aider les plus pauvres. Exploités, il ne faut compter que sur nous-mêmes. J'en appelle à la solidarité entre les travailleurs, les pauvres, les précarisés, bref la classe anciennement nommé « prolétarienne » et qui ne sait même plus comment s'appeler de nos jours. Le changement ne viendra que d'une rupture franche d'avec le capitalisme, l'État et tous leurs rouages. Le projet de société communiste libertaire est l'alternative pour obtenir une société égalitaire.

OUI A UNE REFORME DES RETRAITES
... ALIGNEE SUR CELLES DES DEPUTES

Puisqu'il faut, paraît-il, réformer les retraites, alors allons-y carrément. Notre projet de réforme est simple : que chacun ait droit à la même retraite que nos chers députés. En effet, si c'est bon pour eux, pourquoi cela ne serait-il pas bon pour nous? (surtout que c'est nous qui payons avec nos impôts) En gros, le régime des députés, ça revient à 1 euro cotisé pour… 6 euros récupérés (régime très spécial, comme on le voit). Pour les députés cela fonctionne par tranches de cinq ans. Nous proposons donc que la réforme aligne tout le monde sur le même tarif et la même durée de cotisation, donc qu'après un « mandat » de 5 ans (soit 5 ans de cotisation) la retraite de tous les salariés soit de 1 553 euros par mois, après 2 mandats (10 ans de cotisations) 3 096 euros, 3 mandats (15 ans) 4 644 euros… Nous serons raisonnables, et comme pour les députés qui arrivent à 4 mandats ou plus (20 ans de cotisations) nous proposons de nous contenter du même plafonnement que le leur : 6 192 euros par mois.

Nous ne plierons jamais

Nous venons, à Clermont-Ferrand, ville très ancrée à gauche, de vivre une lutte, pas encore terminée, qui est remplie de leçons pour l'avenir. 360 demandeurs-euses d'asile exclu-es par le 115, les institutions ne répondent pas... Alors l'action directe, à travers l'occupation de la Place Centrale (Jaude) est lancée... Ci-dessous deux communiqués de notre syndicat (CNT-AIT 63) écrits pendant la lutte.

_2 septembre 2013 -

« Nous vivons un fascisme doux
qui rend les gens apathiques »
Brad Wilk

Lundi 2 septembre, le 115 ne peut plus loger les demandeurs d'asile pour cause de fin de subventions étatiques. Les 350 expulsé-es (hommes, femmes et enfants) décident alors d'occuper la place de Jaude jusqu'à relogement. Rapidement, la solidarité populaire se met en route. Des familles se réfugient dans une église, qui sera incendiée, certainement d'origine criminelle, dans la nuit. Pour nous aucun doute, les fascistes en sont responsables.

Campement, douches, cantine, eau... tout se met en place. Une manifestation rassemblant 500 personnes sans drapeaux, exige le logement des sans-papiers. Mais rapidement la division, vieille stratégie étatique et policière arrive : des gymnases sont proposés, avec l'appui de certains « soutiens » (associations, partis ou syndicats). Or les gymnases sont excentrés, et un coup de filet de la préfecture afin de rafler les migrantes y est plus aisé. La majorité des sans-papiers refuse, et une certaine forme de chantage (livraison de la nourriture par les associations humanitaires au gymnase) se met en place.

Contrairement à beaucoup, nous ne sommes pas indignées ou étonné-es de ce que fait le gouvernement PS/Verts. Nous n'oublions pas que les charters, les camps pour étrangers ont été mis en place sous des gouvernements de gauche, nous n'oublions pas, pour les politiciens déjà en campagne, que le PCF a un passé d'expulsion de squats de sans-papiers. Nous n'oublierons ni ne pardonnerons le rôle de la gauche, ses pratiques, qui sont responsables de la montée du fascisme. Pour nous anarchosyndicalistes, impliqué-es dans la solidarité sur le campement, la lutte doit rester entre les mains des concerné-es. Nous rappelons que 7 500 logements sont vides à Clermont-Ferrand, que l'Hôpital de l'Hôtel Dieu a fermé afin d'être vendu au privé etc. Nous n'attendons rien de l'État, ni de la gauche, sous toutes ses formes.

Union Locale CNT-AIT 63, le 2 septembre 2013

_14 septembre 2013 -

« Aux mains de l'État, la force s'appelle droit.
Aux mains de l'individu, elle se nomme crime. »
Max Stirner.

Mercredi 11 se tenait sur le campement de Jaude un concert de soutien aux occupant-es. En plein milieu, des bureaucrates de la CGT et du Front de Gauche viennent démonter un premier barnum. Un bénévole du campement l'annonce au micro, mais est repris et on nous explique que c'est un accord avec la préfecture : afin d'éviter une évacuation par la police, on montre notre bonne volonté... Nous sommes plusieurs à ne pas être dupes et des échanges musclés ont lieu. On nous explique qu'on a « gagné », que se battre pour des papiers n'a jamais été à l'ordre du jour... C'est le fameux « Il faut savoir terminer une grève ».

Pendant ce temps, le chantage au gymnase, dénoncé dans le communiqué précédent, continuait. La solidarité populaire, elle, ne diminuait pas. Le mercredi soir se tient une assemblée, ou le poisson est noyé par les représentants CGT et RESF. Le lendemain, les autres barnums sont démontés, il n'en reste que deux : la cantine et le barnum médecine. On nous somme de croire la préfecture : les 360 sont logé-es... Le soir, la police et des militants fascistes viennent provoquer. Ils seront repoussés avec tact et mesure.

Hier matin vendredi, en pleine cantine, les deux secrétaires en chef de la CGT et un militant RESF viennent démonter le barnum cantine, en nous traitant de « morpions » au passage. Comme un symbole, pendant que les chefs démontent, des gens continuent de nous amener des sacs de vivres, vêtements, couches... Un retraité, amenant deux sacs de jouets pour les enfants, nous dira « On est en 40. Nous sommes les résistants, la CGT c'est les collabos ». Entre temps, la Croix Rouge a remis la liste des 360... au préfet. En plein après-midi, alors que nous tentions de tenir le campement, avec quelques demandeurs d'asile, une quinzaine de membres de la BAC arrivent, imposant un contrôle d'identité « pour notre fichier ». Insultes racistes, comportement violent... un militant est menotté. Devant notre refus de quitter cette place publique, c'est l'arrivée massive de CRS... Une militante RESF se fait jeter au sol et violenter. Elle devrait porter plainte. Nous lui assurons notre solidarité. Un compagnon qui a tout filmé voit sa caméra détruite. Quelques coups de matraques sont donnés. Nous passons sur les insultes racistes et sexistes.

Durant 6h, les CRS détruiront le campement, bloquant la population. Spontanément, 200 personnes se sont rassemblées. Une militante du camp se fait poursuivre et arrêter par les CRS et la BAC dans un... magasin de chaussures. Devant la foule médusée, les provocations continuent. Est alors entonné par la foule « Police partout, justice nulle part » et un petit « Pétain, reviens, t'as oublié tes chiens ». Une militante RESF se fera attraper dans une petite rue adjacente, par pure provocation.

Pire pour nous, arrivent les démonteurs de la CGT, les politiciens, les syndicalistes (FO...) qu'on n'a jamais vu pendant 10 jours d'occupation... Les CRS nous laissent récupérer un peu du matériel, au compte-gouttes. Le préfet reçoit une « délégation », dont le secrétaire CGT et le démonteur RESF... Ils exigent la libération de la militante, déjà au commissariat. Le préfet promet de la relâcher dans les 2 heures, fin de la rencontre... Pour celles et ceux qui s'entêtent à croire en l'État, elle a été relâchée... ce midi, malgré un rassemblement hier soir devant la préfecture puis le commissariat. Le gymnase a

quant à lui été évacué par les CRS, et à l'heure actuelle, des demandeurs-euses d'asiles n'ont pas de logement. La logique de collaboration de la part des chefs de la CGT et de RESF avec la préfecture a eu raison de la dignité. La Pravda locale, « La Montagne », a quant à elle joué son rôle d'organe de presse de l'État.

Cet après-midi, la mairie socialiste organisait la « Fête de l'Egalité ». Sans honte. Pas de honte non plus pour la LDH, la Cimade, le Secours Pop qui nous ont lâchés très vite et qui par contre avaient leur stand. Malheureusement pour tous ces braves gens, 150 personnes se sont rassemblées Place de Jaude, avec banderole, tract, mégaphone. Évidemment, les soutiens de jamais (politicards), les démonteurs de barnum etc. étaient là... RESF obtient du peut-être futur maire PS une prise de parole. Nous demandons à RESF que témoignent celles et ceux qui ont vécu l'évacuation par les CRS. Ce qui nous est refusé... Pas de vagues. Puis une trentaine de personnes partent en cortège libre jusqu'à la Place de la Victoire où se tient aussi la « Fête », banderoles, tracts (500 de diffusés) et mégaphone « Un toit c'est un droit, des papiers pour tous », « C'est pas les immigré-es, c'est pas les sans-papiers, c'est le capitalisme qu'il faut virer ».

A l'heure où nous écrivons ces lignes, des demandeurs-euses d'asile n'ont pas été logé-es, la militante sera convoquée au tribunal. Des demandeurs-euses d'asile sont parqué-es dans un camp de rétention improvisé en pleine ville... A la CGT tout va bien. A RESF, ça va être compliqué... Nous saluons toutes et celles et ceux avec qui nous nous sommes retrouvé-es lors de l'évacuation par la CGT et les CRS, celles et ceux qui luttent jusqu'au bout sans concession. On ne lâchera rien, jamais.

Union Locale CNT-AIT 63, le 14 septembre 2013

Conclusion

Dix jours après le second communiqué, rien n'est réglé. Les familles sont éparpillé-es, ne parlons pas des célibataires... Les expulsions, les poursuites juridiques menacent les sans-papiers. La préfecture continue ses provocations devant les lieux d'hébergement. La CGT a quant à elle dénoncé les « incantations de quelques anarchoïdes plus soucieux de l'esthétique de leur posture que du sort de ces familles, elles n'ont pas aidé non plus. ». Décidément, la honte des démonteurs de campement n'a pas de limites (remarque, le barnum CGT restant a été épargné par les CRS, ça ne nous a pas trompé). Devant les graves dysfonctionnements de RESF, un comité alternatif de soutien s'est crée, pour ne rien lâcher, pour une lutte autonome. Quant à la militante interpellée, elle sera poursuivie. Nous en profitons pour exiger l'abandon des poursuites. Pour des infos supplémentaires, ne pas hésiter à nous contacter.

PCF (c'est pareil que PS) : Nous n'avons plus d'images de l'expulsion, la caméra du compagnon étant détruite par les CRS...

LA CHASSE AU ROM EST OUVERTE

_Nathalie Kosciusko-Morizet, candidate « fémino-socialiste » (!!!!) à la Mairie de Paris : *« Mais qui harcèle qui ? Franchement ? Est-ce que les Parisiens ont vraiment le sentiment que les Roms sont harcelés, ou est-ce qu'ils ont le sentiment qu'ils sont harcelés, eux ». « Pas de compassion pour les gens qui fraudent, mais des reconduites aux frontières ».*

_Régis Cauche, maire de Croix : *« Si un drame se produit, beaucoup de monde soutiendra l'auteur de ce drame, et moi avec, en tant que citoyen respectueux de la propriété privée... Comme à Nice. ».*

_Bernard Debré, député UMP de Paris : *« De nombreux Roms sont venus prendre possession de la ville de Paris. D'ailleurs, ils sont présents en nombre dans d'autres villes. Ils sont là, harcelant les Parisiens ou les touristes, volant, pillant, quémandant »*

_Gilles Bourdouleix, député-maire UDI de Cholet : *« Hitler n'en a peut-être pas tué assez »,* délaration honteuse qui dépasse même les éructations de la famille Le Pen, qui n'en est, elle, qu'à *« la guerre civile »*... Sans parler de notre **Manuel**.

Tous ces propos, au-delà de l'insupportable nausée qu'ils provoquent chez tout être humain digne de ce nom, doivent être dénoncés pour ce qu'ils sont : ils sont potentiellement, fortement même, porteurs de meurtres. 10 000 adultes Roms et autant d'enfants vivent en France, certains depuis fort longtemps. Le problème majeur, ce sont les conditions de vie qui leur sont faites. Leur misère est telle qu'un enfant Rom de France à cinq fois plus de risque de mourir que n'importe quel autre enfant ; un bébé, neuf fois plus. Parqués dans des camps insalubres, alors qu'il y a tant de logements vides, ces populations, qui ne sont pas des nomades, sont déplacées de force. *« Déplacées »*, ça veut dire que leurs abris de fortune sont – avec leurs maigres effets personnels (savon, cahiers d'écolier, vêtements…) - broyés sous leurs yeux par des bulldozers sous la garde de policiers armés jusqu'aux dents et de leurs chiens. Depuis que la gauche est au pouvoir, plus de 5 000 enfants ont subi ce traitement infâme. Alors qu'il est évident que ces déplacements non seulement ne résolvent rien, mais au contraire aggravent les situations. Les solutions réelles sont faciles à trouver. Mais, pas plus pour les Roms que pour les SDF, les familles en grande précarité et les pauvres de toutes catégories le pouvoir politique n'a l'intention d'apporter quelque solution que ce soit. La répression, la montée de la haine… c'est la réponse qu'il préfère car, c'est bien connu, le racisme détourne l'attention des vrais problèmes. Tant qu'on excite les gens contre les Roms, on leur fait oublier leur propre licenciement, le laminage incessant de leur retraite, la dégradation monstrueuse de la planète, l'avenir de leurs enfants, et surtout, on leur fait oublier qui est responsable de tout cela… Et comme les municipales arrivent, c'est une aubaine pour tous ces politicards minables qui pensent *« s'en sortir avec ça »* alors qu'ils ne font que servir la soupe au FN, même lorsqu'ils se drapent, pour atténuer l'infamie de leurs propos, dans les « *v**a**leurs de notre pays* ». Lesquelles *« valeurs »* sont passées à la poubelle depuis bien longtemps. Quant aux *« v**o**l**e**u r s de notre pays »*, ce n'est pas chez les Roms qu'il faut les chercher mais plutôt chez les criminels de l'économie comme ces 1600 délinquants fiscaux qui viennent (de crainte de se faire attraper) de demander un arrangement discret de leur dossier au ministère du Budget . Ceux-là bénéficient toujours du silence complice des politicards et même de leur *« compassion »*, pas vrai, Nathalie Kosciusko Machin ?

X.F

Syrie :
une évolution parfaitement prévisible

La question syrienne, et avec elle celle du devenir des « printemps arabes », a amplement occupé la scène médiatique estivale… pour le plus grand profit, à ce jour, du tyran El Assad.

Soulignons avec force tout d'abord qu'il a fallu attendre cet été 2013 pour que les médias, le milieu politique - et un peu tout le monde finalement - nous confirme que ce qui s'était passé en Syrie à partir de mars 2011 était bien, sinon une révolution, du moins quelque chose d'assez sympathique s'en rapprochant. Chose qu'ils s'étaient bien gardés de reconnaître avant (c'est-à-dire en temps utile !). Soulignons avec la même force que cette reconnaissance, bien tardive, a été systématiquement suivie du commentaire que *« malheureusement, la situation a beaucoup changé depuis »* et qu'aux foules démocrates et pacifiques des premières semaines ont succédé maintenant les djihadistes sanglants, lesquels auraient pris - trois fois hélas - la direction des opérations.

Qu'une situation change en quelques mois, c'est la base même de la vie. Cette grande « découverte » journalistique « d'un changement avec le temps » est du niveau des fameux frères Dupont (les deux demeurés des aventures de Tintin). Elle ne mérite pour tout commentaire que celui que l'un des jumeaux fait systématiquement à l'autre : *« Je dirais même plus »*. Nous dirons, à notre tour, même plus : en un ou deux ans, les situations politiques changent, et très rapidement, surtout quand la guerre vient y mettre ses pattes sanglantes.

Face aux commentateurs qui reconnaissent maintenant que la révolte de toute une population contre un dictateur sanglant était légitime, mais qui découvrent que le fait d'avoir laissé les mains libres à ce dernier se traduit par une montée des fanatismes de l'autre côté, nous pouvons affirmer que cette évolution était pleinement prévisible (et peut-être même voulue par les grands qui sont au pouvoir). Tellement prévisible d'ailleurs que nous l'avions écrit dans ces mêmes colonnes il y a un peu plus d'un an maintenant :

« La guerre est donc une aubaine pour tous les États en difficulté, une aubaine qui rapporte aux marchands et appauvrit les consciences. Dans la période que nous traversons, le concept de guerre civile – c'est-à-dire le passage de la guerre de l'Etat contre la population à la guerre entre fractions de la population – a commencé réellement à être réactivé en Libye avant de s'épanouir pleinement en Syrie.....Si l'on en croit les chiffres officiels, dans ce dernier pays, 1 habitant sur 1 000 a déjà été tué. A cette proportion terrible, il faut ajouter le chiffre des disparus, des mutilés et des exilés. Le rapport est de neuf personnes mises ainsi « hors de combat » pour une personne tuée. A l'échelle de la France, cela représenterait 60 000 morts et au bas mot un demi-million de personnes directement touchées. Quel serait donc l'état de la France après une telle saignée frappant les habitants parmi les plus jeunes et les plus progressistes ? A n'en pas douter il y aurait une grosse redistribution de cartes au niveau politique et social. Les anarchosyndicalistes connaissent bien ce type d'élimination de masse et ses conséquences pour en avoir été victimes. Ce fut le cas en France en 1914/18 : face à un mouvement anarchosyndicaliste relativement puissant (la CGT), l'Etat prit la décision d'envoyer en première ligne, pour qu'ils s'y fassent tuer, les militants repérés (…), et ceux qui refusèrent furent pourchassés ou fusillés comme déserteurs ou mutins. En quatre ans, la CGT bascula de positions majoritairement révolutionnaires à une majorité réformiste. Nous ne sommes donc pas surpris de voir comment, de nouveau, une révolte civile légitime peut se terminer dans la confusion d'un conflit militarisé n'ayant plus qu'un lointain rapport avec elle. L'espace vidé par l'élimination physique des premiers opposants est occupé par des groupes qui arrivent au secours des institutions mises en cause (l'Etat et ses structures) avec de gros moyens logistiques et des relais internationaux pour leur propagande. Peu importe finalement le nombre de ces groupes et leur puissance numérique réelle. »[*1]

La trajectoire du processus syrien était donc parfaitement prévisible.

Une autre question concerne tous les commentateurs qui sont sortis du bois à l'occasion des derniers massacres : Pourquoi, s'ils reconnaissent qu'il y a eu un processus révolutionnaire en Syrie, ne les a-t-on pas entendu le dire voici un an ou deux, alors qu'aujourd'hui ils claironnent partout que ce processus est décédé ?

Il existe un éventail très large de réponses possibles à cette question, de l'aveuglement à la corruption en passant par l'hypocrisie et l'incohérence.

Pour ce qu'on nomme la gauche et l'extrême-gauche il semble que cet éventail soit surtout refermé dans ce paradigme hérité du marxisme-léninisme, qui consiste à considérer toute aide extérieure en soutien à des révolutionnaires (non marxistes bien sûr) comme de l'impérialisme. Ce dernier vocable est, dans ces milieux, rédhibitoire, et possède une fonction quasi-magique : celle de taxer d'infamie ceux qu'il vise et de couper net toute réflexion là où il faudrait prendre un peu de recul sur l'Histoire, laisser de côté les *a priori* de Lénine (lequel fut réintroduit en Russie par les grâces du très impérialiste Kaiser), et par la même occasion essayer de passer du point de vue des imbéciles à celui des puissants pour mieux comprendre ce qui se passe. Tous deux sont certes intemporels mais le deuxième est indispensable à décrypter. Voici, pour prendre du champ, ce qu'aurait pu écrire, dans un tel moment, un Machiavel d'aujourd'hui à son Laurent le Magnifique :

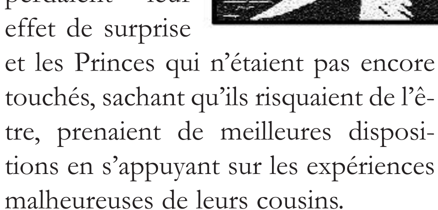
« **Illustrissime Seigneur,**

Je vous présente en quelques très humbles lignes les observations que m'ont inspirées la question que sa Magnificence a bien voulu me poser concernant le destin de son cousin le Prince El Assad.

A l'aube de cette décennie les princes qui gouvernaient une partie du monde à la façon du Grand Turc ont soudainement perdu la faveur et l'estime de leurs sujets. Cette désaffection s'est rapidement répandue en quelques mois, et a curieusement suivi la courbe inverse de la contagion par la peste, qui comme on le sait suit le parcours de l'astre solaire.

Au cours de l'année 2011, Ben Ali, Moubarak, Kadhafi, ont successivement perdu leurs trônes et il importera ici de remarquer les moyens insuffisants qu'ils ont employés pour se défendre.

Le premier s'est perdu en quelques jours, le deuxième en quelques semaines, quand à Kadhafi il mit plusieurs mois pour sombrer, car, au fur et à mesure que ces mouvements se répandaient, ils perdaient leur effet de surprise et les Princes qui n'étaient pas encore touchés, sachant qu'ils risquaient de l'être, prenaient de meilleures dispositions en s'appuyant sur les expériences malheureuses de leurs cousins.



C'est ainsi que depuis 2011 le Prince El Assad s'est métamorphosé par deux fois. De tyran il est d'abord devenu boucher de son peuple, et de boucher, il est en voie de redevenir Prince. C'est sur ces deux métamorphoses que je de développerai ma modeste réflexion.

Pourquoi le tyran ne doit plus craindre de devenir boucher

Rappelez-vous, si vous voulez bien, ce que je vous écrivais en mon livre XXV, *« Si tu savais changer de nature quand changent les circonstances, ta fortune ne changerait point. »* Et, comme en toutes matières il faut aller au fond des choses, ce changement de nature ne doit pas être incomplet

L'aphorisme de Saint-Just *« celui qui fait les révolutions à moitié ne fait que creuser son propre tombeau »* est encore plus valable en son contraire ; si bien qu'aucun Prince ne doit craindre d'aller au bout de sa tâche divine. S'il veut braver avec succès les tempêtes du destin, il ne doit craindre ni la guerre ni ses conséquences.

Nous avons vu Ben Ali se satisfaire d'une police sadique qui ne tuait qu'au détail, Moubarak faire intervenir trop mollement une armée dont les généraux étaient sous influence étrangère, et Kadhafi employer, certes, toute la force bestiale et sanguinaire de ses armes mais sans mettre en œuvre, ou sans avoir le temps de le faire, les moyens auxquels a recouru le prince El Assad.

Celui-ci a bénéficié d'une armée forte et fidèle, avec laquelle il a pu agir dès qu'apparurent les premiers troubles dans son Etat. Il n'a pas hésité à recourir à des massacres de masse. En éliminant ses opposants désarmés, il a donné au reste une leçon de cruauté impitoyable propre à favoriser d'autres plans qui allaient suivre.

Vous savez combien cette question d'image est importante de nos jours dans les Etats qui gouvernent leur opinion à la façon dite démocratique. C'est à la qualité de ce rétablissement d'image qu'il convient de mesurer l'importance de la deuxième métamorphose.

De nos jours, massacrer son peuple ne suffit pas, encore faut il avoir le talent de faire passer les victimes pour des bourreaux, et mieux encore, de pouvoir les désigner comme des apprentis tyrans encore moins légitimes que celui qu'ils prétendent détrôner.

Comment le boucher peut redevenir prince

Le Généralissime Franco est mort dans son lit en 1975. Il fut un de ces Princes qui ne craignirent jamais de faire couler des torrents de sang pour la plus grande gloire de l'ordre divin. Il mourut, avec toute la prestance de ceux qui n'eurent jamais l'ombre d'un scrupule, tranquillement entouré de l'affection inquiète d'une partie de ses sujets et surtout du respect de toutes les nations.

En 1936 ses troupes agirent de la même façon que celles de El Assad aujourd'hui, ne reculant devant aucun massacre. Leur but était de semer d'emblée la terreur.

La cruauté impitoyable déployée par El Assad dans la première phase de la contagion est également comparable à la dose d'attaque que prescrivent les médecins quand ils veulent assommer une infection. En politique cette dose massive possède un autre avantage qui consiste à ce que la multitude effrayée par tant de cruauté *« se fasse l'instrument de quiconque voulait la venger de ses oppresseurs »**2 et, pour cela, se jette dans les bras d'autres futurs bourreaux.

La République Espagnole perdit son âme toute libertaire lorsqu'elle pensa mieux se défendre en devenant l'instrument des communistes dont la cruauté des purges n'avait rien à envier à celle des massacres fascistes. De pratiquement inexistant en Espagne en 1936, le parti communiste, mis ainsi en avant avec l'aide de la Russie, finit par dominer la zone républicaine deux ans plus tard

A la façon de votre jardinier qui élimine les pucerons de vos rosiers en introduisant des coccinelles il faut que le Prince favorise ce genre d'introduction dans les rangs de ses adversaires. Rien de tel qu'un largage de coccinelles djihadistes en Syrie, nationalistes ici ou là, pour diviser profondément les opposants à l'intérieur et en ternir gravement leur image à l'extérieur.

Certes, le sang que fera couler une action énergique du Prince fera couler beaucoup d'encre dans les nations étrangères, mais nous voyons qu'il est tout à fait possible au Prince d'en contrôler le flot. »

_1.- Cet article, publié dans Anarchosyndicalisme!, est consultable en ligne sur http://www.cntaittoulouse.lautre.net/spip.php?article541. _2.- In *« Discours sur la première décade de Tite Live »*, livre II, Nicolas Machiavel (1531).

FUKUSHIMA : UNE CATASTROPHE INFINIMENT DURABLE

C'était il y a un peu plus de deux ans, le 11 mars 2011. « L'Île du Bonheur » (Fukushima en Japonais) se transformait en univers cauchemardesque.

Après un séisme particulièrement violent suivi d'un raz-de-marée dévastateur, les réacteurs de la centrale nucléaire de Fukushima-Daini explosent les uns à la suite des autres, libérant dans l'atmosphère des nuages de vapeur et de particules radioactives atteignant, selon le Dr Tatsuhiko Komada (directeur du centre de traitement isotopique de l'université de Tokyo), 29,4 fois la quantité de radionucléides libérés à Hiroshima.

Aujourd'hui, les joyeux bricoleurs de TEPCO (*Tokyo Electric Power Company*) concèdent qu'il y a bien quelques fuites d'eau hautement radioactive. Des petits trous, encore des petits trous, toujours des petits trous. Selon les premières estimations, 300 m3 d'eau (c'est-à-dire 300 000 litres) s'échapperaient quotidiennement de la centrale. Depuis mai 2011 TEPCO a laissé filer en mer, entre autres particules radioactives, vingt mille milliards de becquerels de césium 137 (le rejet « autorisé » pour une année est de 220 milliards). Les quantités d'eau rejetées, leur haute teneur radioactive, leur toxicité disent assez que nous sommes face à une pollution nucléaire marine de très grande ampleur dont les conséquences sont irrémédiables, irréversibles.

Mais, comment la centrale passoire de Fukushima fonctionne-t-elle ? Dans un premier temps, TEPCO a stocké l'eau de mer utilisée pour refroidir les réacteurs en fusion dans des galeries souterraines, puis dans des tranchées creusées à cet effet sous les bâtiments : 94 500 m3 d'eau ont été ainsi injectés dans les sous-sols. « Excellente idée », n'est-il pas ? Bien évidemment, ces tranchées et galeries s'avèrent assez peu étanches. De plus, les eaux souterraines de ruissellement, qui descendent naturellement des hauteurs vers la mer, se mêlent aux eaux contaminées. Dans un second temps, TEPCO construisit des bassins de rétention en surface pour recueillir les eaux de refroidissement : on compte aujourd'hui plus de mille bassins, chacun de la taille d'une piscine olympique (port d'un maillot de bain intégral en plomb vivement conseillé !). La dimension même de l'installation, la longueur de tuyaux qu'elle implique, la corrosion qu'elle subit immanquablement, font que ce complexe ne peut évidemment pas être étanche. Chaque semaine, la mise en place d'une nouvelle cuve est nécessaire. Question : combien faudra-t-il de cuves de rétention dans les 20 ou 30 prochaines années (temps théoriquement nécessaire au refroidissement relatif d'un réacteur en fusion), 20 ou 30 000 ?

« Que d'eau, que d'eau » pourraient s'exclamer les experts de TEPCO comme le fit ce sinistre crétin de Mac-Mahon*1. Dès lors, la solution magique de la « décontamination » s'est imposée à ces esprits surchauffés.

Le concept de « décontamination » est un des oxymores principaux de la propagande nucléariste. La croyance en cette décontamination est absolument indispensable pour reconquérir une opinion traumatisée. C'est évidemment une tragique plaisanterie : on se souvient des bulldozers russes enlevant, à Tchernobyl, des couches de terre contaminée, qu'ils enfouissaient quelques kilomètres plus loin, des sols lavés à grande eau, des forêts rasées et enterrées… Tout cela ne faisant que disséminer les contaminations. Car, enfouis ou pas, des déchets radioactifs restent radioactifs. Cependant la grande prêtrise internationale du nucléaire campe fièrement sur ses positions et soutient fanatiquement que l'on peut, qu'il faut, décontaminer.

A Fukushima-Daini, les sorcières AREVA et VEOLIA-WATER, le mage TOSHIBA (constructeur, avec HITACHI, de la centrale) se sont penchés sur le problème de l'eau. Mais, malgré force incantations, malgré les « abracadabra », malgré toutes les formules mises en œuvre, le mauvais sort n'a pas été levé et la station de décontamination des eaux n'a obtenu aucun résultat probant. Mais on peut anticiper l'arnaque à venir. D'ici quelques temps, on ne saura plus ou installer les fameuses cuves de rétention, et donc « filtrée » (par de la terre*2) ou pas, on rejettera à la mer des eaux déclarées « propres »… surtout si l'on modifie les normes !

La bataille pour la « liquidation » (concept auquel tout le clergé nucléaire adhère) des accidents nucléaires doit être gagnée, non pas réellement, physiquement (ce qui est tout bonnement impossible), mais idéologiquement. Il s'agit de convaincre les opinions publiques que la pollution radioactive peut se combatte, qu'elle n'a rien d'irrémédiable, rien de définitif. La propagande nucléariste assène sans discontinuer et sans complexe son discours lénifiant.

Après nous avoir assuré pendant quelques décennies qu'un accident nucléaire *« ça ne peut pas arriver »* (voir la propagande d'EDF de l'époque), voici que les mêmes (ou leurs fils spirituels) nous assènent maintenant, avec la même arrogance, que les accidents nucléaires, bien qu'extrêmement fâcheux, se gèrent finalement comme tout « banal » accident industriel (pour autant qu'un accident « banalement » industriel puisse se gérer ; l'accident majeur d'AZF, pas si ancien que ça, étant là pour rappeler qu'en fait de gestion on a été plutôt dans une cascade de mesurettes prises au petit bonheur la chance). Bref, pour les nucléocrates, tout finit par rentrer dans l'ordre au bout d'un certain temps. Le tout étant de ne pas se poser de question sur ce « certain temps », car il est de l'ordre de 300 000 ans puisque c'est la durée de vie du césium 137, un des radios éléments lâchés dans la nature.

Voici un petit exemple de cette criminelle propagande. Ce mardi 10 septembre 2013, un expert du C.E.A., interrogé par un journaliste de France Culture n'éprouvait apparemment aucune honte à soutenir que la mer diluerait toute cette radioactivité sans problème étant donné son immensité. Il n'y a pas que la mer qui soit immense, la sottise diplômée aussi.

Ce crédo de la dilution entonné à

pleine voix par un nucléocrate reste bien dans la ligne générale suivie par toute la secte : il faut à tout prix diluer la catastrophe, la maquiller, la camoufler.

Le très gros avantage de la pollution nucléaire, c'est qu'elle tue assez peu de monde sur le coup (mais énormément plus au bout d'un certain temps). Cet « effet retard », cette non-immédiateté de la dangerosité nucléaire permet aux propagandistes étatico-nucléaristes de minimiser l'ampleur des dégâts, de réduire les proportions du désastre, de la confiner dans un sarcophage de mensonges.

Bien sûr, dans la bataille pour « l'éradication » de la catastrophe, pour sa « liquidation », il y a, comme dans toute bataille, d'un côté les stratèges planqués à l'arrière comme d'habitude et de l'autre côté le menu fretin, la piétaille qui monte en première ligne à l'abattoir.

A Tchernobyl, la bureaucratie soviétique avait mobilisé (sacrifié) plus de 800 000 « liquidateurs » pour remporter la *« victoire sur la catastrophe »*. Combien sont morts dans les mois, les années qui ont suivi ? Aucun décompte n'a été entrepris. Bien évidemment.

A Fukushima-Daini, la bataille anti-catastrophe tient plus de l'opération de maintenance « à la libérale » que de la « mobilisation patriotique » d'un peuple. Depuis plus de deux ans, près de 12 000 liquidateurs ont été engagés pour tenter de refroidir le cœur des réacteurs en fusion. Dès les premiers jours, les recruteurs (tels les sergents-recruteurs de l'ancien régime) embauchent en priorité des SDF des grandes villes et des Burakumins, groupe social discriminé à la façon de la caste des intouchables indiens, affectés à toutes les tâches liées à la mort, au sang et à l'impureté. Ce sous-prolétariat totalement marginalisé dans la société japonaise présente, pour les exploiteurs, l'avantage énorme de ne pas être vraiment recensé. Si – par le plus malencontreux des hasards bien sûr – un certain nombre d'entre eux viennent à être tués par la radioactivité, leur disparition passera inaperçue : ils sauteront directement de la case « morts socialement » à la case « morts pour de bon », tout simplement.

Ce sont donc ces parias, sous-payés, sous-équipés, que l'on envoie en première ligne avec des bottes de caoutchouc et des lances d'arrosage, essayer de refroidir les réacteurs en fusion et se battre contre cette chose effrayante qu'est le corium, c'est-à-dire le magma résultant de la fusion du réacteur. Extrêmement radioactif, extrêmement dense, extrêmement volumineux (Three Mile Island : 20 tonnes ; Tchernobyl 50 à 80 tonnes ; Fukushima : 257 tonnes), extrêmement chaud (2 500 à 3 000 degrés, alors que la lave d'un volcan n'atteint que 700 à 1 200 degrés), ce corium, une fois constitué, s'enfonce lentement mais inexorablement dans le sol, polluant tout sur son passage y compris les eaux souterraines et les nappes phréatiques.

Ce sont ces travailleurs qui vont devoir construire un gigantesque mur d'acier de 22 mètres de profondeur et d'un kilomètre et demi de long pour tenter de contenir les fuites d'eau contaminée vers l'océan. Toujours très inventif, l'état-major de TEPCO qui anticipe déjà que ce mur pourrait être contourné par les eaux souterraines, envisage de geler artificiellement les sols en y injectant on ne sait quel cocktail chimique.

3 000 travailleurs, précaires pour la plupart, sont présents sur le site quotidiennement. Ils mettent en œuvre, au péril de leur vie, les idées supposées astucieuses de l'état-major. Combien d'entre eux, parmi les 18 000 qui y ont travaillé sont déjà morts, combien ont contracté un cancer ? Combien vont en développer un ? Il n'y a personne pour le dire. Pourtant, si la radioactivité tue en quelques heures ceux qui sont exposés à de très fortes doses, elle assassine insidieusement, en quelques mois ou quelques années (4 ou 5 ans pour un cancer de la thyroïde) ceux qui ont subi de faibles expositions.

La population de Fukushima et des régions avoisinantes, moins directement exposée que les « liquidateurs », vit elle-même dans un environnement très largement contaminé depuis les premiers rejets de l'atmosphère en mars 2011. Fort opportunément la dose de radioactivité réglementairement autorisée a fait un bond, passant de 20 à 250 millisieverts (mSv). Rien sur le plan scientifique ne permet cette extension : les doses dangereuses en 2010 (supérieures à 20 mSv) le sont tout autant en 2013 ! Mais ce tour de passe-passe bureaucratique, pour criminel qu'il soit, permet aux autorités de garder (momentanément) la tête haute et de ne pas évacuer les centaines de milliers de personnes (voire les millions) qui sont exposées. Reculant devant cette impossible évacuation, les autorités jouent la carte de la banalisation au mépris de la santé de toute une population. Elles n'hésitent pas à masquer la démesure de la catastrophe, son infinie dangerosité, en lançant quelques mesures individuelles, partant du principe que l'on a moins peur de ce que l'on peut mesurer. Aussi ont-elles distribué à chacun un dosimètre (appareil qui ne fait que quantifier globalement les radiations reçues), le rendant, par un tour de passe-passe crapuleux, seul responsable de sa santé, puisque, s'il tombe malade un jour, ce sera parce qu'il n'aura pas bien respecté les processus de mesure, aussi innombrables qu'inutiles dans la situation.

La gestion de Fukushima – comme celle de bien des accidents industriels – s'est faite en trois phases. Après le déni (*« Il n'y a pas de catastrophe »*) puis le cri de victoire (*« Nous avons résolu le problème de la centrale »*) voici la phase de la banalisation : *« Bien oui, il reste quelques nuisances, mais on peut vivre avec, il suffit de faire attention »*.

Au Japon, en Ukraine et partout dans le monde, l'Etat et ses prêtres nucléaristes n'hésite pas à sacrifier la vie de millions d'êtres humains (et aussi, massivement, d'animaux marins ou terrestres) sur l'autel d'une pseudo-modernité criminelle. Leur folie condamne les générations futures à vivre sur une planète irrémédiablement polluée.

Garga

Sources : site l'ACROnique de Fukushima, le Blog de Fukushima, divers articles de presse (Libé). « Oublier Fukushima » d'Arkadi Filine, Editions du Bout de la ville.

_1.- Après avoir commandé l'armée des Versaillais, massacreurs de la Commune de Paris (1871 – assassinat de 30 000 communards, détention de 38 000 autres, déportation au bagne de 7 000 d'entre eux), le royaliste Mac-Mahon devint… président de la république en 1873. L'homme n'était pas à une contradiction près. L'histoire retient de lui son ridicule. Outre sa célèbre affirmation *« La typhoïde, on en meurt ou on en reste idiot, je le sais, je l'ai eue... »*. Il s'est illustré lors d'une visite officielle en commentant l'inondation monstrueuse de la Garonne de 1875 par ces mots *« Que d'eau, que d'eau »*, tel l'innocent du village, le pauvre n'avait rien trouvé d'autre à dire ! _2.- Question : si filtrage il y a, que deviendront les boues, dès lors incroyablement radioactives, de ces très improbables filtrages ?

Un avis sur la situation sociale en Espagne

Nous publions ci-après un texte que nous adresse un compagnon espagnol. Comme le titre l'indique, il s'agit d'un avis personnel, et doit donc ête reçu comme tel ; c'est-à-dire comme une invitation à l'expression de points de vue et au débat.

Je ne commenterai pas la situation, du point de vue des autonomies ou des communautés autonomes qui peuvent, ou non, réclamer leur indépendance vis-à-vis de l'État, et qui cherchent l'« autogouvernement » après la figure de l'État vertical fasciste.Pour le peuple, la situation sociale est comparable à la situation dans laquelle vivait le pays pendant les années 70 en ce qui concerne les droits liés au travail et les droits sociaux. Ce qui se passe, aujourd'hui, c'est que la grande masse productrice des richesses se conçoit comme bourgeoise et non comme prolétaire.



Du point de vue des médias bourgeois, il semblerait que la société aille dans une direction clairement néo-libérale en prétendant focaliser l'attention des masses dans le parlementarisme, le professionnalisme dans les postes de travail, et le culte « adorateur » de la figure patronale, et tout cela accompagné par la dualité bien connue de la scène politique qui est sous l'emprise des mega-partis : PP et PSOE ; en laissant dans l'ombre, les partis politiciens minoritaires.

Si cette situation est analysée en tenant compte de l'augmentation des mouvements « sociaux », nous pouvons observer que la société « se radicalise » bien qu'il existe d'importantes différences dans chacun de ces mouvements. On dirait que tant les moyens que les organes de diffusion de base, comme ceux des groupements, des collectifs et individus, qui démontrent des inquiétudes sociales ou bien un regard critique ou n'importe laquelle des attitudes catalogables de « révolutionnaires », mènent à bien un travail qui se centre sur trois groupes ou catégories d'appels :

1- Les consignes classiques d'une révolution apolitique. (appels pour la fin de l'État, du gouvernement, ou de l'élimination de la « classe politique », etc …)
2 – Les récupérations républicaines.
3 – Les récupérations du « bon État ».

Par exception à cette « réalité » nous avons l'auto-organisation anarchiste, des Anarcosyndicats, des centres sociaux auto-gérés, des coordinations anarchistes territoriales (comme celle du nord-ouest ou de Catalogne), des Athénées et individualités. Aussi, dans nos rangs, devons nous durement combattre la sédentarité, les pratiques réformistes, les prétentions à ré-inventer l'anarchisme qui circulent et survolent la situation actuelle, et qui paraissent mettre à l'écart et oublier les revendications, les compagnons prisonniers, les actes d'autodéfense tandis qu'avec leur discours, ils finissent par transformer la propagande par le fait en une diffamation de la conception libertaire qui, suivant la personne ou le groupe, a des connotations stirneriennes.

Sans avoir l'intention d'être défaitiste, je crois que l'atmosphère est tellement dure que les possibles résultats obtenus dans cette atmosphère ne peuvent être efficaces. La bassesse morale et éthique de la bourgeoisie, même dans ses propres schémas, lui a fait perdre l'avantage de la discrétion, elle a fait que les toilettages de son image de marque lui coûtent, à chaque fois, de plus en plus chers*, elle a fait qu'une grande partie de la société finisse par s'apercevoir que l'efficacité silencieuse qu'elle se targue d'avoir n'est rien de plus qu'une tromperie élaborée. Cette atmosphère est, donc, parfaite tant pour les révolutions que pour les dictatures fascistes comme communistes.

Il semble que l'appel à finaliser l'infâme paix sociale, promue et maintenue par le cadre étatique, indépendamment du parti qui gouverne, provienne « de partis soporifiques », sans qu'importe réellement l'idéologie.

Les inquiétudes sociales de la majorité de la population ouvrière dans « mon pays », peuvent se diviser en deux groupes qui, malheureusement, n'ont pas varié à travers les siècles :

1- La perte du confort bourgeois, ainsi que la perte de ses fausses éthique et morale, faisant que les gens rejettent tout comportement social « ordonné », cela en raison de tant de mensonges et de tromperies subis.
2- La peur d'un mode de vie différent de celui qui est actuellement vécu, un mode de vie qui a été défendu par tous ceux qui, provenant d'une dictature, se sont laissés tromper par la fausse transition démocratique, et qui dans beau-

coup de cas la défendent encore.

Je ne veux pas généraliser, mais la plus grande partie de cette masse sociale qui se nomme elle-même les 99% cherche à regagner « la dignité et le respect de ses dirigeants » comme ils l'autoproclament. C'est le fruit évident du long travail de fascisation que les divers fascistes (nationaux-syndicalistes, réactionnaires, phalangistes, franquistes et nationaux-catholiques) ont réalisés dans tous les domaines, d'abord par la dictature puis par l'état, contre le peuple et la liberté. L'intention de la bourgeoisie semble être de réunifier les masses populaires sous l'étiquette de la citoyenneté (en éliminant ainsi le concept de classe) de la même manière qu'elle est parvenue à détruire l'éthique de base des projets libertaires orientés vers la production, remplaçant ainsi le collectivisme par le coopérativisme. En créant le syndicalisme vertical ou jaune, en renforçant aussi le syndicalisme révolutionnaire surtout dans ses aspects réactionnaires et destructeurs, et en déformant la signification et le sens du mot Anarchie, elle a, de cette façon, obtenu que, de nos jours, parler d'anarchisme déchaîne deux types de réponses généralisées : L'une, en appui, qui considère l'anarchisme dogmatique comme une « mode » au sein d'une jeunesse inquiète. L'autre, en rejet, haine et violence à notre encontre. En résumé : Je considère que les masses pseudo-revolutionnaires sont conduites, guidées, manipulées, pendant qu'elles se croient autonomes, ou libres.

D'une part, les uns sont manipulés par les fascistes catholiques qui lancent eux aussi des consignes contre l'État, en faveur de la classe ouvrière, et qui se disent anti-Etat.

D'autre part, nous avons les déjà tristement classiques : bourgeoisie, oligarques, chefs, autoritaires, et arrivistes divers. Je crois que s'il surgissait un vide de pouvoir en même temps que l'Union Capitaliste Européenne nous refusait le sauvetage économique, il existerait la possibilité que la transformation sociale prenne le chemin d'un nouveau conflit civil comparable à la situation que vivent actuellement la Grèce, l'Egypte, le Chili…

Un compagnon espagnol

ARGENTINE
LES ELECTIONS & LES SYNDICATS


Organización Obrera
Órgano de la Federación Obrera Regional Argentina - F.O.R.A.-A.I.T.
EL MODELO MAFIA
PATRONAL
GOBIERNO
SINDICATOS VERTICALES
UNIDOS Y ORGANIZADOS CONTRA LOS TRABAJADORES
AÑO 11 SEPTIEMBRE - OCTUBRE 2013 - N°48 2 PESOS

Une fois de plus, les dernières élections législatives ont mis en lumière le lien de dépendance des syndicats par rapport à l'appareil d'Etat. Il faut dire qu'ils sont financés par ce dernier et qu'ils profitent des bénéfices que la législation syndicale actuelle leur accorde. Sans compter qu'ils visent à atteindre un meilleur positionnement dans le système actuel de délégation de l'appareil de domination qi les conçoit comme une institution du système.

Aucune centrale syndicale ne fait le pari d'organiser réellement et effectivement les travailleurs de façon à ce qu'ils puissent faire face à l'oppression patronale.

Chaque centrale syndicale a trouvé sa place dans le petit monde électoral, en apportant son soutien à des candidats officiels ou des candidats de l'opposition, selon les cas, poussant même le jeu jusqu'à créer leurs propre parti, comme l'a fait la CTA Micheli, qui a créé le parti « chemin populaire ». La gauche fait de même en lançant des candidats « ouvriers » ou « d'avant-garde » plus ou moins illuminés pour tenter de se différencier des autres partis politiques et obtenir les voix des travailleurs. Ce qui est recherché, dans tous les cas, c'est d'obtenir un meilleur positionnement dans l'appareil d'Etat grâce au vote. Dans certains cas, cette participation ou cet appui des syndicats dans la lutte électorale vise à maintenir l'immobilisme, ce qui est le cas des grosses centrales qui espèrent se maintenir et continuer à faire leurs petites affaires syndicales. Pour ceux qui ne sont pas à ce niveau, l'objectif est de tenter une escalade politique et syndicale.

(Traduit d'Organizacion Obrera)

DOMINO'S PIZZA : VICTOIRE DES TRAVAILLEURS

Nos lecteurs se souviennent de la campagne de solidarité menée par les sections de l'AIT en faveur des salariés de Domino's Pizza dont nous nous sommes faits l'écho dans nos colonnes. Le patronat, entre autre, voulait diminuer leurs salaires ! Après une longue lutte, les salariés ont arraché le paiement de ce qui leur était dû, à savoir 590 000 dollars de retards de salaire.

Les compagnons de l'ASF-AIT, qui ont été largement au coeur de cette campagne internationale se félicitent de cette victoire.



Délocalisations, finances, économie

Un point de vue hétérodoxe

En ces temps de crise aggravée, on peut constater au niveau mondial un regain des luttes et une relance de la réflexion autour de la nécessité de dépasser le capitalisme. Cependant, dans ce contexte, les fausses routes involontaires sont aussi nombreuses que les pièges mis en place par les alliés objectifs du capitalisme pour détourner les exploités de leur nécessaire objectif (c'est-à-dire la disparition du capitalisme et de l'Etat)

Cet article n'a pas pour vocation de définir le chemin lumineux que doivent suivre les exploités dans leurs luttes mais de participer à l'indispensable débat autour de certains enjeux actuels qui, dans la période que nous vivons, sont vitaux pour les travailleurs.

Ainsi, une question reste en France d'une actualité brulante. C'est celle des délocalisations. Pour les ouvriers qui la subissent, c'est un drame. Leur réaction peut de ce fait être virulente et immédiate. Nombreux sont les ouvriers qui comprennent alors qu'ils ont été dupés, qui ont la volonté de ne pas ne se laisser faire et qui tentent de lutter pied à pied contre leur patron pour préserver leur emploi. Cependant, ces luttes qui pourraient être intéressantes, font souvent l'objet de récupérations politiciennes par des gauchistes de tout poil, voire par des partis de gouvernement dont le discours va de *« achetons français »* à *« l'interdiction des délocalisations »*. Ces positions sont fallacieuses et ne doivent pas tromper les travailleurs, nous allons tenter de voir pourquoi.

Tout d'abord, qu'est-ce qu'une délocalisation ? C'est tout simplement pour un patron un moyen d'augmenter son profit. Comment ? En diminuant la part des salaires dans ses coûts de production. C'est pourquoi, au niveau global, une délocalisation c'est une hausse du taux d'exploitation des travailleurs. En effet, si des emplois sont perdus en France, ils sont créés dans un autre pays. Mais dans des conditions bien pires (que ce soit au niveau des salaires, de la protection sociale, des conditions de travail). Il s'agit donc bien d'une accentuation de l'exploitation au niveau international. Les déplacements géographiques mis ainsi en place par le patronat, non seulement diminuent la masse salariale et créent une pression toujours plus grande sur tous les travailleurs mais permettent également à celui-ci de diviser profondément le prolétariat : dans un pays, des ouvriers perdent leurs emplois, mais dans un autre des gens souvent dans la misère peuvent en espérer un et améliorer ainsi leur niveau de vie lamentable. Le patronat crée ainsi une fracture au sein des exploités, en créant de toutes pièces des intérêts momentanément divergents. De là une première réaction épidermique : le repli sur soi, et sa traduction politique, la monté des nationalismes (nationaux ou régionaux). En revendiquant le maintien de l'emploi en France, les syndicats glissent souvent dans un discours nationaliste véritable poison pour les exploités. La lutte des ouvriers de Fralib contre la délocalisation des usines de thé Eléphant nous en fournit un exemple avec le slogan mis en avant par la CGT : *« Le thé de l'Eléphant est né il y a 120 ans à Marseille, L'Eléphant est français, en Provence il doit rester. »*. Dans ce slogan, on remarquera qu'il n'est nullement fait mention de l'exploitation que vivent les salariés. L'argument n'est plus que l'entreprise doit rester en France pour que la délocalisation ne ruine pas des familles, mais parce que c'est une entreprise « historiquement » française. Ce discours, en plus de nier la place fondamentale de l'exploitation dans une délocalisation, entretien dans la population les sentiments chauvins.

De même, le gouvernement met actuellement en avant la relocalisation. Phénomène inverse de la délocalisation, il serait un remède aux problèmes économiques actuels. En réalité, les problèmes soulevés sont les mêmes, dans l'autre sens géographique : des ouvriers seront licenciés dans les pays d'où reviennent les usines, renvoyés à une affreuse misère. Et nous ne devrions pas nous en sentir solidaires ?

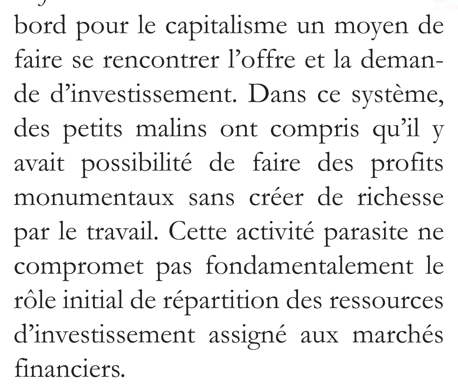
Ce point, pourtant fondamental au niveau mondial, n'est jamais pris en compte par les syndicats, trop contents qu'ils sont de pouvoir jouer le jeu du patron en se félicitant des emplois obtenus. Jamais ils ne disent que, s'il y a des frontières pour les exploités, il n'y en a pas pour le capital, que c'est justement là que réside le problème et que ce qui importe ce n'est pas tant la *« délocalisation »* ou la *« relocalisation »* mais le fait que, partout dans le monde, cesse l'exploitation, souvent éhontée, des travailleurs.

Comment articuler cet objectif à long terme (disparition du capitalisme et de l'Etat) et les contraintes du moment (nécessité de « gagner sa croute ») ? Il me semble, et je le propose au débat, qu'une réponse partielle envisageable est la gestion directe. Sans croire qu'il s'agisse d'une panacée. Appliquée à une simple usine, elle ne remet pas en cause le système. Elle ne met pas à l'abri des risques de réapparition de rapports de pouvoir (nous avons pu le voir dernièrement avec les mésaventures de travailleurs de chez Agone, maison d'édition en principe autogérée, où se sont mises en place des techniques de management tout à fait capitalistes). Mais elle permet au moins aux ouvriers de survivre et de se donner du temps.

Il serait vain de croire qu'une stratégie défensive suffise. Comme nous l'avons vu, le problème des délocalisations doit se penser à l'échelle internationale. Et pour répondre à une attaque à cette échelle, nous devons nous organiser en conséquence. Seulement, cela, le capital, l'Etat et leurs complices syn-

dicalistes et politiques ne le veulent pas. Jouer la carte de la solidarité internationale pourrait, à terme empêcher le capital de circuler *« convenablement »* et empêcher les patrons de majorer sans fin leurs bénéfices en délocalisant à leur convenance. En clair, si pour le patronat et les économistes aux ordres, la *« solution est de baisser le coût du travail en France »* (c'est-à-dire démanteler littéralement la protection sociale, réduire les salaires, augmenter le temps de travail et en dégrader les conditions), la réponse pour nous est à l'inverse : augmenter partout dans le monde le niveau de vie des travailleurs et l'égaliser par le haut.

Autre *« faux débat »* qui anime les mouvements sociaux et politiques : la critique de la finance. Celle ci est accusée de tous les maux. L'encadrer fermement permettrait de faire gagner en pouvoir la classe ouvrière. Ici aussi, rappelons quelques évidences. Avant d'être un moyen pour les spéculateurs de faire des profits astronomiques, ce que l'on appelle *« la finance »* est d'abord pour le capitalisme un moyen de faire se rencontrer l'offre et la demande d'investissement. Dans ce système, des petits malins ont compris qu'il y avait possibilité de faire des profits monumentaux sans créer de richesse par le travail. Cette activité parasite ne compromet pas fondamentalement le rôle initial de répartition des ressources d'investissement assigné aux marchés financiers.



On entend souvent parler de *« dictature des marchés financiers »*. En fait, quand une entreprise se voit fixer comme but de dégager un haut niveau de profit, ce n'est pas tant à cause de *« la dictature des marchés financiers »*,qu'à cause de la dictature des actionnaires. Ces derniers entendent encaisser le maximum d'argent sans autre effort que de pressurer à fond les travailleurs (pour augmenter les bénéfices) sous la menace de délocaliser ou de vendre l'entreprise si leurs objectifs ne sont pas atteints. En réalité, ce n'est pas un *« marché »* mystérieux et impersonnel qui provoque la catastrophe sociale que nous connaissons, ce sont les actionnaires par les contraintes qu'ils imposent.

Le marché si souvent décrié n'est que l'institution qui permet aux décisions des actionnaires de prendre effet rapidement. S'attaquer aux *« marchés financiers »* sans souligner la question de la propriété des moyens de production, c'est s'attaquer à des moulins à vent. Le pouvoir a tout intérêt à cette chimère. Faire croire que le mal vient des *« marchés »* et d'eux seulement, c'est éviter que la population pose la question réellement révolutionnaire : pourquoi l'outil de production appartient-il à quelques individus, au lieu d'être propriété de la société toute entière ? La position de certains députés socialistes en 2011 (dont un certain J.M. Ayrault) dans le projet de *« Taxe sur les transactions financières en Europe »* est illustrative du cas. Il y est dit : *« L'hypertrophie des échanges financiers résulte notamment de comportements d'acteurs qui ne cherchent pas à contribuer au financement des activités de production ou à la couverture des échanges, mais spéculent pour leur simple profit, au moyen d'outils de plus en plus sophistiqués, protégés par une opacité empêchant les pouvoirs publics de vérifier la pertinence de ces transactions »*. Ce qui est vrai, mais nulle part il n'est question d'une quelconque remise en cause de la propriété privée des moyens de production. Les socialistes regrettent seulement que les capitalistes ne soient pas de gentils capitalistes qui exploitent gentiment leurs ouvriers, et qu'ils préfèrent utiliser leur argent à jouer au casino financier. Au fond, les projets d'encadrement des marchés financiers n'ont pour objectif réel que de mieux faire fonctionner le capitalisme, donc l'exploitation.

Posons-nous maintenant la question de la *« lutte contre la finance internationale »*, cette *« finance sans visage et sans nom »*, pour citer le Parti de Gauche. Souvent associé aux critiques que nous venons de voir précédemment, elle permet au pouvoir d'essayer de nous faire croire que c'est par son côté international que la finance est dangereuse. Elle serait l'instigatrice des délocalisations et de la dégradation de nos conditions de vie. Mais parler de lutte contre la finance internationale, c'est implicitement accepter que la finance nationale serait moins nocive, voire à encourager (ce qui serait de toute façon le cas si des mesures de protectionnisme étaient mises en place). Au vu de ce que nous avons dit précédemment, cela revient automatiquement à reconnaître aux capitalistes nationaux une valeur politique supérieure à celle des capitalistes étrangers. Or, s'il est une chose que près de trois siècles de lutte contre le capitalisme nous ont apprise, c'est que français ou étranger, un capitaliste est un exploiteur. Les patrons et les actionnaires, qu'ils soient français, américains ou chinois, restent des vampires pour les exploités.

Accuser la finance internationale de ce qui arrive à la Grèce ou à l'Espagne n'a aucun sens. Ce sont les créanciers, les patrons et les politiques qui sont responsable de ces naufrages. Certainement pas une entité floue, nommée *« finance internationale »*, dont on ne sait pas trop ce qu'elle est parce qu'aucun de ses ennemis n'a jamais pris la peine de la définir. Mais cela permet de maintenir la croyance qu'un patron et un ouvrier, parce que français, auraient des intérêts communs.

Enfin, troisième et derniers *« faux ami »* : l'agriculture. On lit souvent, notamment dans le milieu anarchiste, qu'il faut revenir à une agriculture *« paysanne »*, avec le même souci que pour la finance : on ne peut trouver aucune définition du mot *« paysanne »* quand il concerne l'agriculture. On peut déduire du contexte que l'agriculture *« paysanne »* serait une agriculture opposée à l'agriculture industrielle. Cette idée qu'on peut juger belle n'est cependant pas développée. S'agit-il de revenir aux formes traditionnelles de culture et de propriété ? Si les cultures traditionnelles ont un avantage certain en terme écologique (de part la variété des cultures et l'intégration de celles-ci à leur environnement), la forme économique qui lui est associée

pose question. En défendant une agriculture traditionnelle, défend-t-on les vielles formes de propriété de la terre ? Et quelles vielles formes ? L'agriculture a toujours été l'apanage de grands propriétaires fonciers : seigneurs durant l'ancien régime, bourgeois après la révolution, par le fermage. Si une agriculture plus individuelle a pu exister, cela n'a été que transitoire ou marginal. Plus encore l'a été la pratique de terres communales exploitées par l'ensemble du village.

Les formes traditionnelles d'agriculture sont de plus fortement enracinées dans un imaginaire nationaliste fortement nuisible à toute tentative d'émancipation. C'est encore une fois la porte ouverte à toutes les compromissions et toutes les attitudes interclassistes. L'agriculture, activité humaine primordiale doit faire l'objet de toutes les attentions des révolutionnaires. Cependant, nous devons examiner avec soin les luttes émanant de ce secteur, car les positions potentiellement réactionnaires sont fréquentes et il est parfois difficile de faire le tri entre ce qui est une revendication révolutionnaire, et ce qui est une revendication purement corporatiste. Il ne faut pas oublier que des structures agricoles alternatives existent et qu'elles peuvent faire l'objet de dérives graves (voir l'article *« Les Versaillais du Larzac »*).

En évoquant rapidement ces trois questions, nous avons pu voir que la tactique du pouvoir est souvent la même : mettre en avant des positions nationalistes et interclassistes. Tout ceci a un but évident : éviter de s'attaquer à la racine du problème, à savoir le capitalisme. A une époque où, malgré la crise, les profits se calculent encore en milliards, l'essentiel est d'être capables de poser un rapport de force avec les capitalistes. Cela passe nécessairement par poser la question de la propriété des moyens de production, et surtout cela passe par notre capacité à poser des actes de solidarité effective entre exploités, cela quels que soient nos origines et lieux d'habitation. Toute concession à un pseudo *« réalisme économique »* n'est en fait qu'une concession faite aux patrons et aux capitalistes.

Les Versaillais

Le 18 juillet, le Larzac recevait le ministre de l'Agriculture venu signer la prolongation du bail de la Société civile des terres du Larzac (SCTL). Des militants solidaires de la lutte des paysans de Notre-Dame-des-Landes, venus de Millau, de Sainte-Affrique, de Rodez... et du Larzac, se sont invités pour interpeller le ministre sur cette question, au grand dam de paysans du Larzac devenus soudain schizophrènes.

En 1985, quatre ans après l'abandon du projet d'extension du camp militaire, l'Etat rétrocédait aux paysans du Larzac les terres qu'il avait acquises dans cette perspective, par la création d'un office foncier, la SCTL, unique en France. L'Etat reste propriétaire des terres, mais celles-ci sont gérées directement et collectivement par les paysans. Les avantages sont nombreux : pas de propriété privée (donc ni spéculation foncière ni accaparement de terres à des fins non agricoles), installation de jeunes paysans qui n'ont plus à s'endetter à vie auprès des banques et peuvent, avec l'assurance de baux de carrière jusqu'à leur retraite, se concen-trer sans crainte sur leur activité et ainsi innover dans une agriculture paysanne respectueuse de la qualité et de l'environnement, fermes toutes exploitées (et non utilisées comme des résidences secondaires), etc. Par ce système, le Larzac est aujourd'hui un *« pays »* peuplé, vivant, actif, novateur, où la population agricole a augmenté de 20 % en trente ans, à l'inverse de ce qui se passe partout ailleurs en France.

Qu'un ministre de l'Agriculture vienne sur le Larzac pour prolonger ce bail, et exprimer ainsi, trente ans après, la reconnaissance de l'Etat pour le travail effectué... très bien. Même si sur le Larzac, nous sommes quelques-uns à nous être interrogés sur ce qui pouvait aussi avoir, en marge, une signification politique : un ministre (Stéphane Le Foll) accueilli par un député européen (José Bové, cogérant de la SCTL), tous deux anciens collègues dans la commission *« agriculture »* du Parlement européen. De l'extérieur, ne pouvait-on pas aussi voir-là une opération de communication et de double tentative de récupération politique faite sur le dos de tous les habitants du Larzac, donc aussi le nôtre : d'un côté, un gouvernement adoucissant son image d'inflexibilité à Notre-Dame-des-Landes en *« soignant »* le Larzac ; de l'autre, un député européen en fin de mandat *« soignant »* son avenir politique en se montrant proche du pouvoir en place ? Peut-être pas. Mais pour dissiper le doute, nous aurions préféré que ce nouveau bail fût signé ailleurs que sur le Larzac. Il existe une préfecture à Rodez, et une sous-préfecture à Millau... Mais personne ne nous a demandé notre avis. Admettons...

Par contre, ce qui nous a paru certain, c'est le message déplorable que le Larzac allait envoyer aux militants de Notre-Dame-des-Landes qui, eux aussi, comme les Larzaciens l'ont fait en leur temps, se battent pour la préservation de leurs terres contre un projet inutile : fin novembre, les Larzaciens affrétaient un bus pour venir les soutenir en nombre ; huit mois plus tard, les mêmes dérouleraient le tapis rouge au ministre d'un gouvernement qui leur a envoyé des régiments entiers de gardes mobiles, déclenchant une véritable guerre dans le bocage nantais. Pour nous, la moindre des choses était, après avoir pris acte de la venue du ministre, d'en profiter pour l'interpeller sur ce point. Simple question de cohérence. Mais là, nos *« camarades »* et voisins de la SCTL et de la Confédération Paysanne nous ont répondu : *« Halte-là, pas de vagues, ne mélangeons pas tout. »*

Nous sommes quelques-uns à vivre sur le Larzac depuis de nombreuses années, mais sans être ni paysan (donc non adhérent à la Confédération Paysanne), ni *« preneurs »* à la SCTL. Malgré le fait de nous être bien intégrés et d'avoir démontré à plusieurs reprises que nous pouvions être aussi militants que les *« anciens »* du Larzac, aucune place

du Larzac

ne nous est faite, là où nous vivons et militons, quant à l'expression politique. Politiquement parlant, si nous ne nous plaçons pas en rangs serrés derrière le discours larzacien, c'est-à-dire *« bovéen »*, dominant, nous n'existons pas. C'est ainsi que, par exemple, j'ai personnellement appris la venue du ministre non pas de la bouche de mes *« camarades »* et voisins... mais dans la presse locale ! Ce que nous avons donc fait le 18 juillet, ce fut tout simplement de nous créer la tribune qui nous est refusée par nos propres *« camarades »*. Des *« camarades »* qui savent pourtant où nous trouver lorsqu'il s'agit de démonter un MacDo, de grossir les rangs des Faucheurs d'OGM, de participer à des actions de soutien lorsque José Bové est embastillé, d'organiser le « Larzac 2003 », etc. Des *« camarades »* qui affirment pourtant partout que de la lutte du Larzac, *« il en est resté une ouverture d'esprit et une vraie qualité d'écoute de l'autre. »* (voir le film *« Tous au Larzac »* de Christian Rouauld). Nous les avons donc pris au mot. Dans les jours précédant la visite du ministre, certains d'entre nous ont fait du porte-à-porte pour aller rencontrer des gérants de la SCTL et des adhérents de la Conf'. Ce qu'ils ont reçu en retour de la part de certains (José Bové en tête), fut des insultes et des menaces.

Mais le pire allait survenir le 18 juillet. Après avoir bien pris soin de ne pas entraver l'arrivée du représentant de l'Etat (nous sommes tous très heureux de la prolongation du bail de la SCTL !), nous comptions bloquer son départ pour l'obliger (?) à venir discuter avec nous. Pour cela, il nous faut prendre position sur la seule route praticable, et donc pousser un peu les gendarmes qui veulent nous en empêcher. Et là, énorme surprise ! Les gendarmes ne sont pas seuls. Ils peuvent compter sur le renfort et l'activité énergique de deux de nos *« camarades »*. Le journaliste du Midi Libre, présent, en est lui-même choqué. Le lendemain, il écrir : *« Qui l'eût cru ? Qui aurait imaginé voir un jour Pierre Burguière et Léon Maillé* [intervenants dans « Tous au Larzac »], *figures emblématiques de la lutte du Larzac, pousser aux côtés des gendarmes, face à des manifestants opposés au bétonnage de terres agricole ? C'est pourtant cette scène inattendue qui s'est déroulée, le 18 juillet, en parallèle à la visite du ministre de l'Agriculture Stéphane Le Foll. »* Et encore, il n'a pas tout vu. Il n'a pas vu Léon, pourtant militant non-violent convaincu (?), saisir violemment à la gorge une de ses voisines et camarade de lutte des années 70, geste qu'aucun gendarme ne s'est permis à notre égard, juste parce qu'elle n'était pas de son avis. Il ne l'a pas vu ouvrir, à la place des gendarmes, la clôture pour permettre aux notables encravatés de fuir en contournant notre barrage. Spectacle pitoyable, au sens propre du terme, d'anciens paysans qui, après s'être levés en 1971 contre l'arrogance des puissants qui voulaient les spolier, sont redevenus des paysans serviles prêt à tout, sans même qu'on leur en donne l'ordre, pour que personne ne vienne déranger *« not' bon maître »*. Chassez le naturel, et il revient au galop.

En 1973, lors du premier grand rassemblement sur le Larzac, Bernard Lambert, fondateur des Paysans Travailleurs (qui allaient par la suite participer à la création de la Confédération Paysanne), avait solennellement déclaré : *« Plus jamais les paysans ne seront des Versaillais*[*1]*, plus jamais ils ne s'opposeront à ceux qui veulent changer la société »* Ceux qui se prétendent ses héritiers feraient bien de réviser leur propre histoire.

Gilles GESSON (habitant du Larzac)

_1.- Allusion aux soldats de l'armée régulière, d'origine paysanne, organisée en 1871 par Adolphe Thiers au camp de Satory, près de Versailles, pour écraser la Commune de Paris.

Ce texte a été repris par nous de : **http://nantes.indymedia.org/artiles/28000** qui est donc la source à citer en cas de reproduction.

LANDES :

Remerciements & commentaires

La CNT-AIT des Landes, dont des militants sont en butte au refus de l'administration de fournir les documents officiels demandés et dont un a été poursuivi pour refus de prélèvement ADN (voir nos numéros antérieurs) fait savoir que l'aide reçue a été précieuse, (diffusion de l'information, présences physiques, soutien moral et financier). Tout ce sans quoi, il est trop facile au pouvoir de casser des gens.

Le préfet a fini par fournir, le 8 juillet (« curieusement » juste après le délibéré du procès pour refus d'ADN le 2 juillet), l'arrêté autorisant l'installation du système municipal de vidéo-surveillance. La date de signature (12 juillet 2010) de cet arrêté met en évidence que l'installation le 14 juin 2010 et le fonctionnement du système vidéo municipal ont bien été effectués en infraction pénale, puisque l'autorisation doit être préalable à toute mise en service. Encore faut-il signaler que la date de publication de cet arrêté (élément fondamental pour la régularité de la procédure) ne nous a toujours pas été communiquée. Nous ne l'avons pas trouvé dans les Recueils d'Actes Administratifs de la préfecture lors de l'année 2010. Il y a donc là manifestement un viol caractérisé de la loi. Si un exclu a pu être poursuivi, pour une infraction constatée par cette vidéo, pourquoi un élu qui l'a installé illégalement ne le serait-il pas ? N'y aurait-il plus de Procureur de la République dans les Landes ?

La CADA a fourni, elle aussi juste après le 2 juillet, son avis. Elle valide toutes les demandes de documents municipaux (délibérations, comptabilité, pièces justificatives...) dont la mairie refuse depuis des mois la communication à nos compagnons Landais.

Mini coup de théâtre (ou de pantomime) : le maire vient d'annoncer qu'il ne se représenterait pas. On se demande pourquoi... A son pot d'adieu, il n'a invité que ses électeurs et amis, pas les autres habitants. Cela s'est pourtant passé dans une salle municipale. Quant au budget, nous ne savons pas sur quoi il a été pris.

Scène de la vie quotidienne : comment on harcèle les RSA

A 56 ans, au RSA, K. reçoit, courant juin, un appel téléphonique de son conseiller Pôle Emploi, après 17 heures, dont la première phrase est : *« Ah, enfin je vous ai* (ou hais ?) *! »*. Ne lui demandant même pas son nom, il lui propose un entretien sur un chantier d'insertion le lendemain matin. Après avoir demande l'activité de cette boîte, elle lui répond que ce n'est pas dans ses cordes, car elle souffre d'une tendinite (certificat médical à l'appui).

Le conseiller insiste lourdement, voire menace. Par la suite, nous saurons que cette entreprise d'insertion avait viré, la veille, 5 personnes au RSA récalcitrantes aux mauvaises conditions de travail bien connues de cette boite - comme des postes à souder en plein air ; et que la boîte avait, de plus, pressé Pôle Emploi - sachant qu'il fait marcher ses conseillers au chiffre - de lui trouver du *« plus de 50 ans »* (car l'entreprise bénéficie dans ce cas de 90 % d'aide financière de l'État...). Quasi forcée, elle accepte, s'y rend, s'aperçoit, qu'en toute logique, elle ne pourra tenir ce travail répétitif (proscrit avec une tendinite) et, donc, s'en va, en prévenant. Quelques jours plus tard, K. reçoit une lettre du conseil général, la convoquant le 27 juin à 10 h 20 devant une équipe pluridisciplinaire en vue de lui supprimer partiellement ou totalement son RSA car elle n'a pas « respecté les disponsitions contenues dans le PPAE».

Lesquelles? Elle n'en a pas signé pour ce chantier et la signature téléphonique n'a aucune valeur juridique en France. Mais le RSA n'étant pas un droit, nous sommes en plein para-légal. K. décide de contacter plusieurs syndicats qui, quand ils ne l'envoie pas promener, avouent qu'ils ne peuvent rien pour elle. Elle envoie une bafouille à Creuse-Citron (sympathique feuille de chou libertaire, connue en Creuse) qui, à son tour, nous contacte (CNT-AIT 63) pour savoir si nous pouvons l'aider. Bien sûr, nous la contactons, l'écoutons et constituons avec elle son dossier avec toutes les pièces nécessaires appuyées par les conseils d'une militante conseillère de « Peu-Emploi » : le compte rendu de l'entretien téléphonique avec Pôle-Emploi (qu'ils ne pourront pas fournir), ses démarches, son certificat médical, la photocopie du contrat d'insertion du RSA (sur demande, l'assistante sociale est obligée d'en fournir un) pour y voir les clauses… Bien sûr, il sera égaré par l'administration..., etc. Très inquiète (insomnie, stress,...), elle désirait être accompagnée, ce que nous fîmes.

Nous nous rejoignons un peu avant l'heure fatidique (10 h 20) afin d'affûter ses arguments, au centre médico-social de sa circonscription. Nous attendons notre tour. 10 h 45, une femme sort, précipitamment, en pleurs de la salle de torture. Nous restons un peu cois et nous sentons K. craquer. Nous essayons de la rassurer : elle n'est pas seule, s'il le faut je parlerai à sa place, le cas échéant nous créerons une caisse de solidarité, des pétitions ou des actions plus dures pourront être faites, que la CNT lâche jamais, que ce n'est pas un syndicat de cogestion et que donc nous resterons à ses côtés...ça marche. Avec une demi-heure de retard, nous sommes enfin conviés à entrer dans la fameuse salle où nous attendent quatre femmes (qui n'ont pas l'air de vouloir faire une partie de belote) et une chaise vide. Être accompagné-e ne semble pas être de coutume. D'ailleurs ma présence n'enthousiasme personne (elles ne sont pas là, non plus, pour faire de la thérapie par le rire) mais le service compétent me fournit rapidement une chaise. K. décide de commencer par fournir une lettre résumant ce qui précède et donc son étonnement. La déléguée du président du Conseil Général, chargée de mission insertion, blabla… bref, la Procureur, la lit à voix haute, à fort renfort de réflexions personnelles désobligeantes. Puis, d'un ton autoritaire et froid, explique à la - peut-être - ex-allocataire du RSA, ce pourquoi *« vous êtes convoquée et, sans couper la parole, s'il vous plaît. Je vous inviterai, ensuite, à vous s'expliquer »*. Chose que K. excellera à faire, appuyée par le nombre assez conséquent de ses démarches en recherche d'emploi.

Pas signé de PPAE (un appel téléphonique ne vaut pas signature), tendinite, bonne foi... mais La Proc', avec la voix de Rambo :

- *« Depuis combien de temps n'avez-vous pas signé de contrat* (de travail) *? ».*
- *« 2 ans , 2 ans et demi »*, répond K. hésitante.
- *« Vous voyez donc bien que vous tournez en rond, que vous brassez de l'air !* (sic) *C'est pour cela que l'on vous a dirigé vers un chantier d'insertion ! ».*

La proc' est appuyée par une médiatrice (entre P-E et C.G.), sorte d'avocat général (son avocate aurait pu être son A.S. pourtant présente mais elle s'est totalement tue, la 4e personne étant la secrétaire du proc') avec plus de pédagogie mais pas moins moraliste :
- *« Mais oui, vous bénéficierez d'un accompagnement personnalisé afin d'établir un projet professionnel. »*
- *« A 56 ans ! ».*

Après, on lui a demandé pourquoi, d'après elle, elle ne trouvait pas d'emploi. *« La crise, ça correspond aux dates. Avant je trouvais du boulot, au moins des petits. Et mon âge »*, et elle énumère des exemples anecdotiques. *« Alors, avant que l'on vous dise nos conclusions, si, là, on vous propose un autre chantier d'insertion (il est à plus de 30 km de chez elle), acceptez-vous ? »* clôture la Proc'.. K. dit oui, couteau sous la gorge, avec les yeux perdus devant ce chantage. D'ailleurs, à chaque mot, à chaque instant, on sentait la sentence pouvant tomber lors de cet entretien-tribunal. Elle saura, par lettre, 8 jours plus tard, que, sa seule ressource économique, son allocation est maintenue, sous réserve d'accepter le poste de l'entreprise d'insertion blablabla... Le business des entreprises d'insertion, n'assurant pas, au passage, le suivi social (en échange des larges exonérations étatiques) , faisant leur marché aux esclaves à Pôle Emploi, pressant ses conseillers, dans l'indifférence des trade-unionistes (qui se disent syndicalistes), aboutit à un harcèlement scandaleux sur les demandeurs d'emploi. K. a gardé son allocation, peut-être, car elle était accompagnée et, avait un bon dossier. Mais, combien sont seul(le)s et désemparé(e)s?

Pour tous détails, conseils ou aides, vous pouvez nous contacter (CNT-AIT 63) car, avec le nouveau tri en trois catégories de chômeurs par Pôle Emploi, ce dispositif mis en place par Sarkozy, va s'épanouir sous la gôche.

DiDon de la CNT-AIT 63

PPAE :Plan Personnalisé d'accès à l'emploi. Une équipe pluridisciplinaire comprend aussi un représentant des bénéficiaires du RSA, absent ce jour-là. (oui, les allocataires du RMI sont devenus bénéficiaires depuis le RSA).

A propos d'un communiqué de la Fédération Anarchiste (groupe d'Amiens)

La vie du mouvement libertaire connaît, hélas, bien des méandres. Nous reproduisons ci-après un communiqué public du groupe d'Amiens de la Fédération Anarchiste car il cite la CNT-AIT. Nous nous empressons de souligner que, bien que ces individus s'affublent de notre sigle, il ne s'agit nullement de la CNT-AIT mais d'un groupe d'individus qui nous a fait subir (entre autre) les mêmes manipulations que celles dénoncées ici (voir note ci-après).

COMMUNIQUE

Le groupe Alexandre Marius Jacob de la Fédération Anarchiste quitte le Collectif Libertaire Amiénois, constitué du syndicat de la CNT-AIT d'Amiens, du groupe Marius Jacob et d'individuels.

Ce départ répond à un coup de force. Il y a peu, quelques « copains » du Collectif, principalement de la CNT-AIT, ont décidé d'annuler une réunion, prévue collectivement de longue date, sans consultation préalable des autres militants et en mentant, prétextant l'impossibilité de réserver une salle. Ces personnes avaient prévu à la place de se rendre à un débat sur le nucléaire à Lille, en décrétant la suppression pure et simple de ce rendez-vous mensuel. Outre les publications récurrentes de tracts signés du Collectif sans consensus préalable, cet acte autoritaire n'est pas accidentel : le dernier remonte à mai 2013, lorsque ces « libertaires parmi les libertaires » ont entamé les démarches nécessaires pour que le Collectif Libertaire Amiénois participe à la Foire à l'Autogestion de Montreuil, sans en informer qui que ce soit en interne.

Rien de nouveau du côté des méthodes. En effet, celles-ci avaient déjà amené les copains et copines à l'initiative de ce petit regroupement affinitaire à le quitter. Et elles sont connues publiquement : lors de différentes entrevues et prises de contacts locales, les camarades rencontrés ont clairement stipulé leurs refus catégoriques de travailler avec ces mêmes membres du Collectif.

Ce retrait s'explique aussi par la nécessité de mener d'autres réflexions et luttes (antisexisme, antifascismes, anticapitalisme...), au moins aussi importantes que celle contre « La Technologie », décrétée seule « valable » par ces individus au sein du Collectif. Si le besoin d'une critique des technologies est évident, le groupe Marius Jacob refuse définitivement qu'elle se fasse en usant de discours qui mélangent ressentiments et divagations réactionnaires, et en promouvant des thèses ouvertement sexistes et teintées d'essentialisme (dont une des principales sources d'inspiration est « La société industrielle et son avenir » de Théodore Kaczynski).

Le fossé idéologique et pratique est incomblable. Le groupe Alexandre Marius Jacob se désolidarise donc de ces quelques personnes en quittant le Collectif Libertaire Amiénois.

Groupe Alexandre Marius Jacob de la Fédération Anarchiste,

NOTE DE LA REDACTION

Le Congrès national de 2011 de la CNT-AIT s'est trouvé dans l'obligation d'exclure sa structure d'Amiens. Pour deux grandes raisons d'une part cette structure a multiplié les irrégularités de fonctionnement (refus de cotisation depuis… 2008, nombreuses attaques contre divers syndicats de la CNT-AIT en particulier ceux de la région Normande, manipulations diverses), mais surtout, nous avons constaté que cette structure (qui fut réellement un syndicat actif dans le passé) était devenue, progressivement, insidieusement et à notre énorme surprise, un groupe de diffusion des thèses néo-nazies de Th. Kaczynski. Dès 2005, le STCPP (un syndicat de Paris) s'était étonné, à juste titre, de trouver sur les tables de presse du syndicat d'Amiens des ouvrages de cet auteur. Loin de les retirer ou d'éclaircir la situation, Amiens et Essonne (syndicat également exclu en 2011) mettront en œuvre « par en dessous » les mêmes méthodes abjectes que dénonce aujourd'hui le groupe de la FA pour tenter de déstabiliser toute l'organisation. Ils y ajouteront force calomnies, menaces, insultes, mensonges… et même un appel à l'autodafé d'une brochure leur déplaisant (celle sur les OGM)… Un des chevaux de Troie utilisés par ces individus a été une coordination anti nucléaire sans grand retentissement mais qui leur a permis un travail de sape par l'extérieur, complétant celui mené en sous main de l'intérieur. Pour en finir avec ces tristes individus, recommandons la lecture de l'article *« Ce monde est détestable certaines de ses critiques tout autant »* (Jean Picard, Anarchosyndicalisme ! n°121, consultable dans son intégralité sur : **http://www.cntaittoulouse.lautre.net/spip.php?article410**) qui a largement contribué à la prise de conscience par les milieux libertaires de la dangerosité de ce primitivisme de type néo nazi diffusé par ces groupes d'Amiens et de l'Essonne qui usurpent allégrement le sigle CNT-AIT. Nous en reproduisons ci-après quelques extraits :

Ce monde est détestable certaines de ses critiques tout autant

Face au constat que la technologie dépossède l'homme de sa liberté en le rendant esclave de celle-ci, reprenant le mythe du bon sauvage (de l'homme heureux et libre à l'état de nature), certains encensent la nature, parée de toutes les vertus. Ils feignent d'ignorer la dureté, la violence, les cataclysmes, le mortifère, la prédation,… de cette nature primitive.

Confrontés au Moloch qu'est la société capitaliste aux aspects totalitaires, étouffants, inhumains, à une vie sans joie, ils prêchent et fantasment un retour à une vie simple, prétendue naturelle, félisse et sans technologie.

Ils oublient que l'absence de connaissance de ce qu'est la psyché

d'un primitif les prive de savoir sur sa personne, sa psychologie, son « étant ». Ils oublient tout autant que tout discours est élaboré dans le prisme de son épistémè. Partant de là, l'homme moderne n'est pas confronté à la même réalité (et vraisemblablement au même jugement et rapport vis-à-vis de la nature) que l'homme primitif.

Si la critique des choix technologiques, politiques, économiques, éthiques, idéologiques etc., est justifiée, devons nous le faire sur les arguments tendancieux d'un passé inventé ou reconstruit ? Prenons garde à ne pas nous fourvoyer !

Parmi tous les courants qui prônent ce retour à la nature, mon article analysera les affirmations de Théodore Kaczynski, dit Unabomber, parce que, par ignorance, naïveté ou manipulation, certains qui se prétendent anarchistes, en font la promotion, bien que son discours soit truffé de références qui sont - au choix - nazis ou fascistes : anti-progressisme, eugénisme (volonté d'empêcher la dégénérescence de la « race » !), minorité dirigeante, innéisme (comme s'il existait un gène des comportements et des inégalités), déterminisme absolu des structures biologiques et sociales, rejet de la conscience ou de l'idéologie comme imaginaire instituant, affirmation que la justice sociale installe le despotisme, usage spécieux du naturalisme et de l'histoire, double discours pour manipuler la masse, etc. Cela n'est pas totalement nouveau : je ne crois pas inutile de rappeler que de nombreux précurseurs et inspirateurs du nazisme et du fascisme se disaient naturalistes, écologistes…

J'ai lu la traduction de l'Encyclopédie des nuisances du livre de Kaczynski sur « La société industrielle et son avenir » ainsi que la traduction de J.M. Apostolidès de ce même livre. Ce dernier traduit « gauchiste » quant l'encyclopédie indique « progressiste ». Suivant le traducteur, la critique porte donc sur les gauchistes ou sur les progressistes, ce qui n'est pourtant pas tout à fait la même chose. En Europe, le « progressisme » incorpore une partie de la droite, la gauche et son extrême, l'anarchisme ; le gauchisme l'extrême gauche et les anarchistes. Ces catégorisations, que nous ne partageons pas nécessairement, sont peut être arbitraires mais usuelles. On comprend l'impact des ces vocables, j'invite au double usage de ces mots.

Pour une lecture plus limpide les chiffres entre parenthèse renvoient aux versets de la traduction de l'Encyclopédie des nuisances (texte en italique, en retrait), mes réponses suivent (...)

« (6) Le progressisme est une des manifestations les plus répandues de la folie de ce monde. (10)… auto dépréciation, impuissance, culpabilité, haine de soi sont ses traits. (15)… il hait l'image de force, d'habileté, de réussite. Il déteste la civilisation occidentale, les blancs masculins, la rationalité, les États-Unis en raison de leur force et réussite. (16)… Il est anti-individualiste, pro collectiviste, refuse la compétition car il est minable. (18)… dévalorise la raison, la science, la réalité objective. Il rejette le concept de maladie mentale et la mesure du QI, les explications génétiques du comportement et des capacités humaines qui font apparaître la base des inégalités ; il prétend que cela est produit par la société et l'éducation ».

De tels propos constituent une théorie bio-fasciste. Selon elle, les inégalités sociales sont naturelles ; les hiérarchies, les rapports de domination, etc., sont l'expression du génotype ! Kaczynski devrait approfondir ses connaissances en génétique et s'intéresser au phénotype et la phénocopie : l'expression des gènes est sensible à l'action externe ! Pratiquement tous les biologistes et généticiens rejettent la vision bio-fasciste. Pour eux si certains traits sont génétiquement transmis (innés, héréditaires), les grandes compétences, notamment celles entrant dans la fonction cognitive sont d'espèce. (...) De plus certaines de ses fonctions sont potentielles : non stimulées ou non utilisées, elles sont muettes ou atrophiées. Puisque la génétique ne valide pas cette thèse du gène comme base des inégalités ou des comportements, l'origine en est à chercher dans le social, l'éducation, l'idéologie, la sociologie, la psychologie etc., qui offrent bien des réponses. Comment expliquer si non, par exemple que suivant le système social, l'illettrisme et les inégalités soient si différents d'un pays à l'autre ? Si l'action et la volonté des hommes butent, comme l'écrit Kaczynski, sur le déterminisme du gène, la liberté deviendrait impossible en matière sociale. (...)

« (20)… par masochisme il [le progressiste, le gauchiste] provoque la police pour se faire mal traiter. (229) Il est favorable au contrôle des armes, à l'éducation sexuelle, la pédagogie avancée, la planification, le biculturalisme, la victime. Il s'oppose à la violence, la compétition. Il aime les poncifs de gauche : racisme, sexisme, homophobie, capitalisme, impérialisme, néo-colonialisme, génocide, progrès et justice sociale. Il sympathise avec les mouvements : féministes, homos, minoritaires, handicapés. (214)… un mouvement défendant la nature et combattant la technologie doit être résolument anti-progressiste (…) »

L'idéologie de Kac-zynski apparaît clairement pour ce qu'elle est : très réactionnaire est d'extrême droite.

« *(95)… les monarchies indiennes de Nouvelle-Angleterre, de nombreuses villes de la renaissance italienne étaient des dictatures. Par manque de moyens de contrôle, la liberté individuelle était plus grande.*

Voici maintenant la théorie de la dépossession de la liberté par la croissance de la technologie. Selon elle, avant, nous étions plus libres. L'esclave et le serf, faute de moyens de contrôle, auraient relativement échappé à la tyrannie !

On se demande comment et pourquoi ces systèmes auraient alors pu durer sans contrôle social efficace et bien adapté à leur époque. A l'inverse, le contrôle par la technologie sophistiquée a failli face à certains groupes. Le retour à des sources humaines pour assurer le contrôle est acté. Ainsi, la critique des caméras de surveillance est

faite sur le constat que la surveillance humaine est plus fiable. Aussi des maires, des enseignants réclament-ils maintenant des policiers et des surveillants. Les autocraties ou ploutocraties du passé savaient parfaitement réprimer ou contrôler la population. De plus Kaczynski n'a pas une vision sociale historique et culturelle de la liberté. Les cadres existentiels primitifs, antiques, du Moyen Age et modernes contextualisent le signifiant liberté. La liberté (individuelle, de l'enfant, de la femme, de l'esclave, du prolétaire, du citoyen etc.) et même le bonheur n'ont de sens ou d'existence que dans, et par un type culturel donné. Pour mon compte, je ne suis pas pressé de retourner aux époques vantées par Kaczynski, je ne suis pas sûr que les primitivismes actuels y tiendraient longtemps…

« (122)… même si le progrès médical était indépendant du système technologique, il produirai ses maux. Les traitements palliatifs des maladies génétiques, empêchent la sélection naturelle d'éliminer les porteurs. Ceux-ci se reproduisent et installent une dégradation génétique de la population. Restera comme solution massive, l'eugénisme ou thérapie génétique. (124)… la seule éthique protégeant la liberté est d'interdire l'ingénierie génétique. »

Le refus du soin et l'eugénisme par la sélection naturelle des « sains » et des « plus forts », pour fortifier la race et éviter qu'elle dégénère, n'explique pas en quoi une différence génétique serait une infériorité. Ne juger de l'intérêt social, humain, voire biologique d'une personne que d'après un seul élément de son génome est une ineptie. Les nazis, eux aussi, évoquaient la sélection naturelle des plus forts, l'élimination des faibles et des tarés pour conserver la pureté de la race.

ANARCHIE, COMMUNISME LIBERTAIRE, SOCIÉTÉ SANS CLASSES

Dans le débat autour du projet anarchiste, des divergences de vues existent parfois concernant les concepts de classe sociale et notamment sa définition... Ceci est plutôt théorique, mais sans doute est-il nécessaire d'y revenir, même si cette question a été abordée dans d'autres articles de notre bimestriel*[1] d'une autre manière.

Si on part basiquement de l'étymologie du terme AN-ARCHIE (AN : sans : ARCHIE : autorité/pouvoir sur), on peut résumer l'anarchie à une société sans ARCHIE et conséquemment à une société sans classes (car ARCHIE se réfère clairement à une « classe sociale » dirigeante et conséquemment implique qu'il y ait en regard une classe dirigée/soumise).

L'anarchisme est donc une théorie qui, partant du projet de société sans classe (Anarchie ou Communisme Libertaire) et de la réalité de nos sociétés divisées en classes, appelle logiquement à la lutte contre les sociétés de classe existantes, et plus particulièrement contre les classes dirigeantes.

Les classes dirigeantes sont les classes ayant tout intérêt à la reproduction de cette société de classes contrairement aux classes prolétaires/populaires qui subissent la domination et/ou l'exploitation de ces classes dirigeantes. La lutte des classes est une lutte pour la survie dans le cadre de ce système d'exploitation et de domination, classes contre classes... Le projet communiste libertaire est au delà de cette lutte. La lutte des classes dans une optique anarchiste a comme but l'abolition des classes sociales, et non sa perpétuation vers une société interclassiste / « hiérarchiste », concept que défendent les classes bourgeoises (nationales, libérales) ou moyennes (managariat, syndicats ou bureaucrates) par la réformation dans la cogestion, la collaboration, la corporation, la représentativité politique, les élections syndicales, le coopérativisme, etc.

A l'inverse, les classes Populaires et Prolétaires ont tout intérêt à trouver les moyens autonomes de leur émancipation par les luttes. L'anarchosyndicalisme qui correspond à la conception sociale, sociétale de l'anarchisme s'inscrit pleinement dans ce projet.

Patrick Merin

_1.- Voir par exemple : Sociologie pour le combat n°127, Les classes moyennes en crise n°128, Immigration et classes sociales n°129.

Courrier des lecteurs

Je ne suis qu'un être humain qui veut l'égalité réelle, le respect de chacun d'entre-nous, à savoir le respect intégral, 365 jours par an, de la déclaration universelle des droits des Êtres Humains.

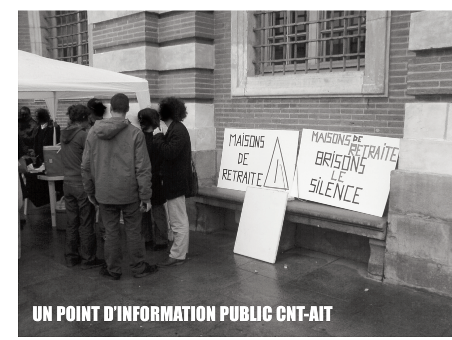
Je confirme votre présentation de la grève-manifestation devant le groupe de maisons de retraite de… un paradis à l'envers. Il n'est que la face apparente. Ses buts lucratifs, sont ceux des lobbies financiers, médicaux et pharmaceutiques qui louent bâtiments et matériels. Sa recherche de clients, friand de l'obtention de données acquises par consultation irrégulière de fichiers, repose sur la complicité de quelques médecins.

On y trouve différentes maltraitances, à savoir maltraitance alimentaire due à une inadéquation des repas aux besoins des personnes âgées … le programme NUTRAGE de la Communauté Européenne a été oublié depuis 10 ans.

Maltraitance hygiénique, préférant supprimer du personnel aux cuisines et obtenir le remboursement de médicaments par la Sécurité Sociale contre la gastro-entérite.

Maltraitance morale, abandonnant les personnes âgées (…). La télévision devient leur gardien ; l'EMPAD fonctionne ainsi avec du personnel réduit et asservi.

Un lecteur



UN POINT D'INFORMATION PUBLIC CNT-AIT

UN ETE MIRACULEUX

Cet été a été plein de miracles. Vraiment. On n'en finit pas de les compter : préparation des JMJ, un jeune pèlerin meurt dès le départ de Guyane (accident d'autobus). Fin des JMJ : le pape « oublie » de payer les fournisseurs. Tollé général. L'église avoue : la venue du pape a été une catastrophe économique. Elle va falloir vendre de l'immobilier pour payer...

Côté pèlerinages, c'est pire : 78 naïfs partis pour un aller-retour à St Jacques de Compostelle ont fait un aller simple. Quelques jours après, 38 autres ont connu le même sort au pèlerinage du *« padre Pio »* en Italie. Et avec ça, pas la plus petite guérison miraculeuse. Sans compter les cloches qui se décrochent toutes seules, et les histoires de pédophilie... Les voies du seigneur (ou plutôt, du saigneur, vu les dégâts) sont impénétrables. Surtout pour les croyants. Les autres, ça fait longtemps qu'ils ont compris.

Ville de Sens, religion & "bonne sœur": l'anarchisme pour la liberté, contre toutes les religions.

Nous sommes heureux d'apprendre que les 2 religieuses (sœurs de la charité) quittent l'appart HLM de la ZUP de Sens où elles officiaient pour leur dieu (voir le dernier bulletin « Vivre ensemble» du doyenné de Sens). Nous ne pouvons qu'être émus des propos que les 2 bonnes sœurs tiennent dans ce bulletin : elles avaient choisi d'être au plus prêt des pauvres… Mais bien sur on déchante vite quand on se penche un peu sur les motivations des sœurs de la charité. Voici quelques extraits de la parole des sœurs : « Être près des gens et leur montrer qu'ils sont crées à l'image de dieu qui les aime », « Chaque jour nous avions une prière construite avec les psaumes, l'évangile et les données humaines (rencontres, problèmes) vécues », et encore « Se mettre au service des plus démunis, partager la vie des plus pauvres, leur donner de l'espérance, marcher à la suite de Jésus ».

Un lecteur averti voit bien que rapidement cette volonté affichée d'être au plus prêt des autres se traduit par un prosélytisme religieux et que l'attention porté aux pauvres n'est pas désintéressée. Sous couvert de charité, il s'agit bien de convertir les « nécessiteux » à un dogme, une fable non historique et non scientifique, un ensemble d'écrits compilés dans la bible et réécrits, arrangés dans les évangiles.

Car ce qui caractérise les religions et leurs missionnaires, c'est bien la volonté tenace et constante de convertir les populations, d'expliquer à tous que leur situation sociale, économique, politique est un choix d'un dieu (chrétien, musulman...), une histoire déjà écrite et qu'il ne sert à rien de se révolter et de vouloir comprendre et changer sa vie. Or l'anarchisme n'a ni dieu ni maître, seule garantie de la liberté et de l'émancipation. L'anarchiste n'a pas d'histoire pré construite, ni bible, ni coran. Il s'instruit par sa libre pensée, se confronte aux expériences multiples. Il cherche à comprendre l'histoire sociale, politique et économique des sociétés afin d'en saisir le sens des luttes contre les pouvoirs et se libérer ainsi de l'oppression et de l'exploitation.

L'anarchiste combat toutes les religions, sans exception.

http://gasycntait89.over-blog.com/
gasycnt89@yahoo.fr

LES PERSECUTES DU POINT

Les plus vieux d'entre l'ont fredonnée, la chanson. La vraie. Celle, probablement de Sébastien Faure, écrite dans les années 1880. Celle qui affirme *« Nous sommes les persécutés, De tous les temps et de toutes les races, Toujours nous fumes exploités, Par les tyrans et les rapaces… Ouvrier ou bien paysan, Travailleur de la terre ou de l'usine, Nous sommes dès nos jeunes ans, Réduits aux labeurs qui nous minent, D'un bout du monde à l'autre bout, C'est nous qui créons l'abondance, C'est nous tous qui produisons tout, Et nous vivons dans l'indigence… ».*

Quant à l'autre chanson, ou plutôt à la rengaine, elle commence à nous chauffer les oreilles. On nous a déjà fait le coup des « pigeons », aimable vocable derrière lequel se cachent les pires vautours (voir notre précédent numéro). On nous avait fait, avant, le coup (Le Figaro) de la « France » qui se repose (les exploités) face à la France qui se lèverait tôt (les profiteurs), et voici que « Le Point » y va de sa rincette : en cinq colonnes à la « une » s'étale l'affirmation suivante : *« Entrepreneurs, professions libérales, artisans, LES PERSECUTES ».* Et pourquoi pas *« Rentiers, escrocs, boursicoteurs, LES ESCLAVES ? »* tant qu'on y est ?

Par qui ses malheureux seraient-ils persécutés ? Essentiellement par le fisc, l'inspection du travail et les Urssaf. De véritables dragons, comme on le voit.

Il est vrai que tous les « entrepreneurs » ne sont pas assez… entreprenants et habiles pour passer des valises pleines de billets dans les paradis fiscaux et que certains doivent donc, après avoir fait jouer toutes les exonérations et toutes les astuces possibles, payer quelques faibles impôts ! Mais cela ne saurait faire oublier que la masse des délinquants patronaux pratiquant l'escroquerie fiscale se monte à des centaines de milliers d'individus et totalise des millions (et probablement des milliards) d'euros.

Il est vrai qu'il arrive que l'inspection du travail se remue un peu les fesses et adresse une remontrance (parfois une misérable amende) à un patron qui viole trop allégrement la législation du travail. Mais le nombre de patrons qui mettent en danger la vie de leurs salariés à court terme (accidents du travail) ou à plus long terme (maladies professionnelles) sans aucun risque pour eux est immense. Sans compter ceux qui arnaquent sans cesse leurs employés (au-delà de… l'exploitation légale).

Il est vrai que les URSSAF réclament leur dû… à des patrons qui ont tendance à croire que les ouvriers ou les employés n'ont absolument pas besoin de protection sociale.

Et alors, où est la persécution ?

Le Point, Le Figaro et autres, toujours si prompts à fustiger la moindre incivilité d'un gamin, la moindre défaillance d'un adulte – pourvus que gamin et adultes soient pauvres – nous font ici le coup que Georges Orwell dénonçait dans son roman d'anticipation « 1984 » : une inversion totale du vocabulaire. « La guerre c'est la paix », écrivait-il ou « la liberté c'est l'esclavage ». Et, dans la même ligne, Le Point ajoute « Les profiteurs sont les persécutés ». Cette guerre sémantique est une guerre idéologique. Il faut remettre les choses – et les mots – à leur place. Un POINT c'est tout.